

Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF)

ÉVALUATION FINALE

Rapport final



Juillet 2021

Marc Lescaudron et Florence Duvauchelle

Table des matières

Liste des sigles et acronymes utilisés	5
Résumé exécutif	6
1 Contexte et méthodologie	12
1.1 Le contexte et les objectifs de l'évaluation	12
1.1.1 Le projet	12
1.1.2 Portée et objectifs de l'évaluation finale	13
1.2 Cadre méthodologique	13
1.3 Organisation de l'évaluation	13
1.3.1 La phase préparatoire	13
1.3.2 La phase d'enquête et d'observation in situ	14
1.3.3 La phase d'exploitation et de restitution des résultats	14
1.4 Limites de l'évaluation	14
2 Analyse par critères	16
2.1 Pertinence	16
2.1.1 Pertinence par rapport aux stratégies nationales et contexte des pays d'intervention	16
2.1.2 Cadre logique et indicateurs objectivement vérifiables	17
2.1.3 Une bonne appropriation générale des parties prenantes	17
2.1.4 Des modalités d'intervention flexibles	18
2.1.5 Cohérence des interventions et coordination avec le PGO et les autres PTF	19
2.2 Efficacité	20
2.2.1 Taux de réalisation des activités	20
2.2.2 Les échanges de pratiques entre pairs, une véritable valeur ajoutée du projet	21
2.2.3 L'importance de l'appui technique à la réalisation d'outils concrets	21
2.2.4 Gestion centralisée et valorisation des compétences au niveau national	22
2.3 Efficience	23
2.3.1 Ressources disponibles et activités	23
2.3.2 Des ressources humaines insuffisantes	24
2.3.3 Une bonne gestion et coordination opérationnelle	25
2.3.4 Rôle de l'AFD et du ministère	25
2.4 Impact	26
2.4.1 Atteinte des indicateurs d'impact	26
2.4.2 Amélioration de la connaissance et des pratiques en matière de PGO	27
2.4.3 Contribution du #PAGOF à l'avancement des engagements PGO	29
2.4.4 Degré de diffusion des expériences #PAGOF dans la sphère PGO	31
2.4.5 Établissement d'un véritable cadre de dialogue et de collaboration entre administration et société civile	32
2.4.6 Une nouvelle dynamique régionale PGO au sein des pays d'Afrique francophone	33
2.4.7 Des programmes d'activités calqués sur les PAN qui limitent une intervention thématique à plus long terme	33
2.4.8 Vers une meilleure intégration des journalistes dans la dynamique PGO	34
2.5 Durabilité	34

2.5.1	Un premier cercle d'acteurs formés et acquis aux principes et valeurs du PGO	35
2.5.2	Des outils et des bonnes pratiques qui perdureront au-delà du projet.....	35
2.5.3	Trop peu de visibilité du #PAGOF et du soutien de la coopération française au PGO	36
2.5.4	Une viabilité financière à renforcer	36
3	Recommandations et pistes de réflexion.....	37
3.1	Recommandations stratégiques	37
	Recommandation 1 : Poursuivre l'appui aux pays bénéficiaires du #PAGOF et l'étendre à d'autres pays ayant intégré l'initiative.....	37
	Recommandation 2 : Renforcer la coordination avec le PGO et avec les autres bailleurs intervenant sur les thématiques du gouvernement ouvert	37
	Recommandation 3 : Poursuivre l'appui financier à la société civile pour la mise en œuvre de projets ou micro-projets liés à la réalisation des engagements	38
	Recommandation 4 : Se concentrer sur un nombre réduit de thématiques.....	38
	Recommandation 5 : Poursuivre et renforcer l'appui à la dynamique régionale.....	38
	Recommandation 6 : Se concentrer sur le niveau local.....	38
3.2	Recommandations opérationnelles	39
	Recommandation 7 : Valoriser davantage l'expertise nationale et régionale	39
	Recommandation 8 : Renforcer la visibilité du projet.....	39
	Recommandation 9 : Réduire le nombre d'activités planifiées chaque année	39
	Recommandation 10 : Donner plus de responsabilités et de moyens aux coordinateurs nationaux ... 40	40
	Recommandation 11 : Limiter l'appui à la méthodologie et élaboration des PAN aux nouveaux pays adhérents	40
	Recommandation 12 : Renforcer le travail avec les journalistes	40
	Recommandation 13 : Privilégier les activités et formations en résidentiel.	40
Annexes.....		41
	Annexe 1 : Chronogramme réalisé de l'évaluation.....	42
	Annexe 2 : Liste des personnes consultées	43
	Annexe 3 : Documents consultés	45
	Annexe 4 : Tableaux récapitulatifs de l'avancement des engagements par pays	46
	Annexe 5 : Tableaux de réalisation des activités par pays.....	50
	Annexe 6 : Cadre logique	54
	Annexe 7 : les interventions des PTF sur le PGO dans les trois pays concernés	55

Liste des sigles et acronymes utilisés

AFD	Agence Française de Développement
ANAIP	Autorité Nationale d'Accès à l'Information Publique (Burkina Faso)
ASCE-LC	Autorité supérieure du contrôle d'État et de lutte contre la corruption (Burkina Faso)
ATCP	Association Tunisienne de Contrôleurs Publics
BAD	Banque Africaine de Développement
CAD	Comité d'Aide au Développement
CFI	Canal France International
COPIL	Comité de Pilotage
DGRPA	Direction Générales des Réformes et Prospectives Administratives (Tunisie)
EDIC	Espaces de Dialogue et d'Interpellation Communautaire
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HABG	Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (Côte d'Ivoire)
INAI	Instance Nationale d'Accès à l'Information (Tunisie)
INLUCC	Instance de Lutte contre la Corruption (Tunisie)
IRAM	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement
IRM	Independent Reporting Mechanism
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OSC	Organisation de la Société Civile
PAGOF	Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones
PAA	Plan d'Action Annuel
PAN	Plan d'Action National
PGO	Partenariat pour un Gouvernement Ouvert
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSCI-PGO	Plateforme de la Société Civile Ivoirienne pour le PGO
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
TDR	Termes de Référence

Résumé exécutif

Contexte



L'initiative multilatérale du **Partenariat pour un Gouvernement Ouvert** (PGO) a été initiée en 2011 par huit pays fondateurs, sous l'impulsion des États-Unis, avec l'objectif de **promouvoir une gouvernance transparente, participative, inclusive**, en s'appuyant sur de nouvelles formes de concertation et de **collaboration avec la société civile et les médias**, ainsi que sur les outils du **numérique**.

La France a adhéré à l'initiative en 2014 et élaboré son premier Plan d'Action National pour 2015-2017. Elle a ensuite assuré la Co-présidence du PGO en 2016-2017 et accueilli son 4^{ème} sommet mondial en 2016.

C'est dans ce contexte que le **projet #PAGOF** a été développé et lancé en 2017, avec pour **objectif d'améliorer la gouvernance de plusieurs pays d'Afrique francophone** en les accompagnant dans la mise en œuvre de réformes et la réalisation de leurs engagements PGO par un plaidoyer ciblé sur les organisations de la société civile (OSC) et sur les administrations, et par l'accompagnement d'activités prioritaires en matière de gouvernement ouvert.



2 opérateurs



3 pays partenaires et 1 volet régional



51 mois (2017-2021)



3,5 millions de budget de l'AFD

L'appui du #PAGOF est structuré autour de **trois axes d'intervention** :

- Axe A (national) : **Sensibilisation** aux principes et à la méthodologie du PGO ;
- Axe B (national) : **Appui à la mise en œuvre** effective des engagements pris par chacun de ces 3 pays dans le cadre de leur Plan d'Action National (PAN) ;
- Axe C (régional) : **Promotion et accompagnement à la démarche d'adhésion au PGO** auprès d'autres pays d'Afrique francophone, par la mise en réseau, les échanges et l'attribution de subventions, au niveau régional.

Bien que **deux subventions différentes** aient été octroyées par de l'Agence Française de Développement (AFD) – l'une à Expertise France en appui aux autorités nationales, et l'autre à CFI en appui aux organisations de la société civile comprenant les médias - ces deux opérateurs mettent en œuvre le projet en étroite coordination.

D'une **durée totale initiale de 36 mois**, le projet #PAGOF intervient dans les domaines d'activités suivants :

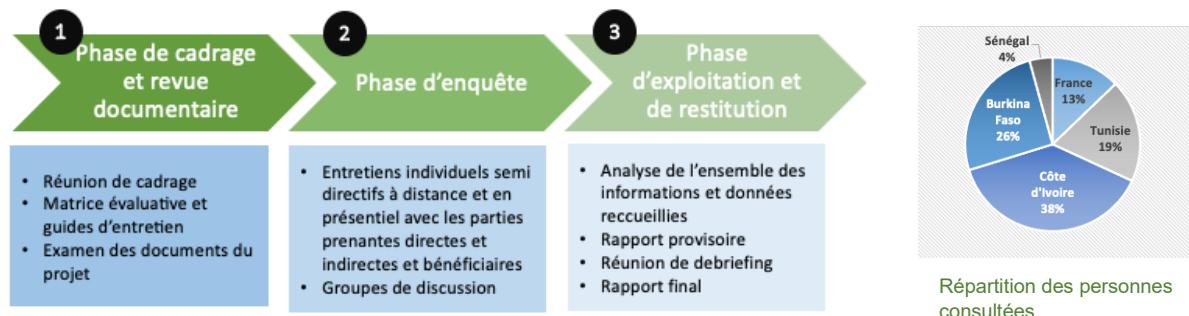
- Soutien au développement des données ouvertes (*open data*) dans les 3 pays ;
- Soutien à la transparence budgétaire en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso ;
- Amélioration de la transparence et l'ouverture des données au niveau national et local en Tunisie ;
- Soutien à la participation citoyenne dans les 3 pays ;
- Renforcement des connaissances sur le gouvernement ouvert dans les 3 pays.

Objectifs, périmètre et méthodologie de l'évaluation

Conformément aux Termes de Référence (TDR), l'objectif principal de cette évaluation finale externe est **d'analyser l'ensemble des actions menées dans le cadre du projet, de mesurer les avancées, résultats et effets obtenus et d'en tirer des leçons** en vue d'améliorer les pratiques et de formuler des recommandations opérationnelles et stratégiques qui alimenteront les réflexions des deux opérateurs et du partenaire technique et financier sur la définition et le montage du futur projet #PAGOF 2.

Le plan méthodologique de cette évaluation s'appuie sur une série d'actions de collectes et d'analyse de données à travers des méthodes différentes répondant au principe de la **triangulation des données primaires** (enquêtes et entretiens avec les bénéficiaires, acteurs publics et organisations de la société civile) et **secondaires** (revue documentaire et entretiens avec les opérateurs et les partenaires techniques et financiers).

La conduite de l'évaluation s'est effectuée de mai à juillet 2021 en trois phases :



Des **entretiens individuels de type semi-directif¹** ont été conduits **en distanciel et en présentiel**, au travers d'une mission en juin 2021 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, avec les **parties prenantes directes** du projet : opérateurs et coordinateurs de projet basés dans les pays d'intervention.

Principaux constats et recommandations

PERTINENCE

De manière globale, en termes de réponse aux besoins des parties prenantes du projet, il est constaté que le **projet #PAGOF est pertinent à plusieurs titres** :

- Il répond à un **réel besoin des pays ciblés**, en termes de renforcement de la transparence, de l'accès à l'information et de la participation citoyenne dans la gestion publique

	Anti-corruption	Espace civique		Accès à l'information		Ouverture fiscale
	Indice de perception de la corruption (2020)	Index de démocratie (EIU, 2020)	Classement de la liberté de la presse (RSF 2021)	Notation globale sur le droit à l'information	Indice open data (2016/17)	Open budget Survey (OBS 2019)
Tunisie	69 ^e /179	54 ^e /167	73 ^e /180	13 ^e /129 (2011)	66 ^e /94	82 ^e /117
Côte d'Ivoire	104 ^e /179	109 ^e /167	66 ^e /180	81 ^e /129 (2013)	98 ^e /122 (2015)	83 ^e /117
Burkina Faso	86 ^e /179	116 ^e /167	37 ^e /180	75 ^e /129 (2015)	58 ^e /122 (2015)	87 ^e /117

¹ Voir annexe 2 : Liste des personnes consultées

- Il s'inscrit pleinement dans la politique et les stratégies de chacun des trois principaux pays bénéficiaires, ainsi que dans les priorités identifiées par les parties prenantes dans le cadre des PAN du PGO ;
- Ses axes d'intervention correspondent à un **ensemble logique et complémentaire** d'appui au processus PGO, aux engagements sectoriels des pays et à une dynamique régionale « gouvernement ouvert » au sein des pays d'Afrique francophone ;
- Les **plans d'action annuels (PAA)** ont été conçus en **consultation** avec l'ensemble des parties prenantes, entraînant un **bon niveau d'appropriation** dans chaque pays ;
- Mais les acteurs rencontrés ont aussi exprimé le besoin d'être **davantage impliqués dans la mise en œuvre directe** des actions ;
- Une **gestion flexible et à l'écoute** de l'évolution des circonstances et des besoins a permis de faire face aux changements externes ;
- Du point de vue de sa conception, le **#PAGOF est pleinement cohérent avec les activités du PGO** et des autres bailleurs présents dans les pays d'intervention ;
- Mais, au niveau opérationnel, il existe un **manque de coordination avec les différents partenaires techniques et financiers (PTF)** sur l'appui au PGO.

EFFICACITE

En termes d'efficacité, le projet #PAGOF a pu **réaliser un grand nombre d'activités**, contribuant à son objectif spécifique et, malgré des **retards dans la mise en œuvre**, atteindre une grande partie des indicateurs d'activité.

36 mois (2017-2020)	Nb d'activités mises en œuvre	Nb de bénéficiaires directs	% de femmes	Nb d'administrations appuyées	Nb d'OSC appuyées
Tunisie	16	788	43%	36	21
Côte d'Ivoire	26	2,356	29%	31	38
Burkina Faso	23	922	15%	12	37
Dimension régionale	7	270	-	-	-
TOTAL	83	4,336	29%	79	96

Il est en particulier relevé les **succès** suivants :

- Les **échanges de pratiques entre pairs** des pays nouveaux adhérents ou prétendants à l'adhésion PGO, que ce soit sous la forme des séminaires régionaux et visites d'étude ont été très fortement appréciés ;
- L'appui technique à la réalisation d'outils concrets (plateformes en ligne, portails, etc.) et la mise à disposition de l'expertise française sur des aspects techniques très spécifiques ont été cités comme des forces du projet ;
- La pratique de **favoriser la participation**, pour chaque activité ou formation, de représentants de différentes parties prenantes (administration, société civile, médias) est un facteur important de meilleure compréhension mutuelle et de dialogue au cœur de la philosophie PGO ;
- Les **formations en journalisme d'investigation et open data** ont été très appréciées et identifiées comme un levier puissant de changement, permettant aux journalistes de mieux comprendre l'importance et de maîtriser l'exploitation des données publiques ouvertes pour tenir les responsables publiques redevables de leurs actions.

Des **marges de progression** ont aussi été identifiées, notamment avec :

- **L'expertise nationale ou régionale** – qui a globalement été davantage favorisé durant la crise sanitaire – mais a été encore **trop peu mobilisée** et perçue comme un point à renforcer par les parties prenantes ;
- **Une gestion trop centralisée**, qui a pu constituer une contrainte dans l'efficacité de l'action.

EFFICIENCE

Du **point de vue de l'efficience**, même s'il est délicat d'établir des conclusions détaillées sur la gestion budgétaire ou l'adéquation entre le budget, les ressources humaines et les résultats attendus, la revue documentaire et les entretiens ont permis de dégager les quelques **constats** suivants :

- Une **bonne coordination opérationnelle, bonne circulation de l'information et qualité dans le suivi** et l'élaboration des rapports et des outils de suivi – évaluation ;
- Des **retards** dans l'exécution des activités qui ont entraîné une **sous-consommation budgétaire** ;
- Une **sous-estimation des besoins en ressources humaines** lors de la conception du budget et des PAA ;
- Un **rôle important des agences locales de l'AFD** sur lequel le projet pourrait s'appuyer davantage.

Objet	Total	Total Consommé au 31.12.20	Taux de dépense	Total consommé + prévisionnel	Taux de dépense
EXPERTISE FRANCE + CFI	BUDGET				
1 - Activités dans les pays	2 444 150 €	1 584 941 €	65%	2 336 350 €	96%
1.1 Tunisie	518 128 €	282 677 €	55%	373 084 €	72%
1.2 Côte d'Ivoire	642 152 €	445 727 €	69%	695 140 €	108%
1.3 Burkina Faso	590 062 €	500 647 €	85%	649 537 €	110%
1.4 Volet régional / Echanges expériences	693 809 €	355 890 €	51%	618 589 €	89%
2 - Audit/suivi-évaluation	122 289 €	68 892 €	56%	114 281 €	93%
3 - Coordination de projet	648 891 €	478 661 €	74%	660 789 €	102%
SOUS-TOTAL 1+2+3	3 215 329	2 132 494 €	66%	3 111 420 €	97%
4 - Frais de gestion	279 465 €	184 360 €	66%	269 083 €	96%
5 - Imprevus	5 206 €	622 €	12%	1 923 €	37%
TOTAL 1+2+3+4	3 500 000	2 317 476 €	66%	3 382 426 €	97%

- Projet très ambitieux dans ses résultats attendus et complexe dans la diversité des contextes, la multiplicité des parties prenantes à intégrer, l'effort important de coordination entre ces derniers, les différents niveaux d'intervention, etc.
 - Il nécessite donc un fort investissement en ressources humaines
 - Les Plans d'Actions Annuels ont été conçus avec trop d'activités au regard des capacités de mise en œuvre.

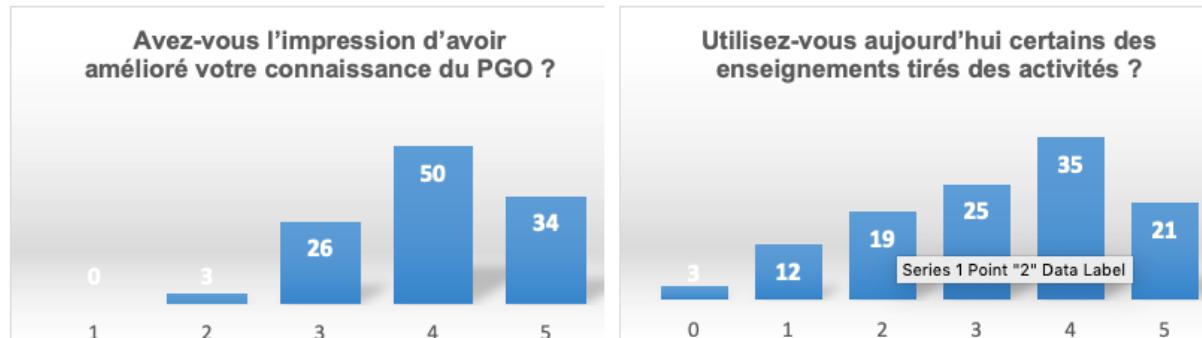
IMPACT

La question de l'impact du **#PAGOF** sur la gouvernance des pays d'Afrique francophone est délicate à mesurer à ce stade, en prenant en compte la **courte durée** du programme, malgré son extension de 12 mois, sa **dimension régionale** avec des contextes nationaux différents et son appui direct aux engagements des PAN ainsi que la **multiplicité des parties prenantes** et acteurs intervenants dans le processus PGO et la réalisation de ces engagements.

Plusieurs niveaux d'analyse ont été envisagés : du point de vue des **indicateurs du projet**, du point de vue des **parties prenantes** et du point de vue des **partenaires extérieurs** rencontrés dans le cadre de l'évaluation.

Sur le premier point, l'**impact du projet est jugé satisfaisant**, notamment sur :

- L'amélioration de la connaissance et des pratiques en matière de PGO ;



Résultats du questionnaire en ligne destiné aux bénéficiaires #PAGOF - Notation de 0 à 5 ; 0 étant le degré le plus faible (très peu) et 5 étant le plus élevé (beaucoup)

- La contribution du #PAGOF à l'avancement des engagements PGO ;
- Le degré de diffusion des expériences #PAGOF dans la sphère PGO et la capacité à dégager des enseignements transversaux.

Sur les deux points suivants, il convient de relever les **succès du projet**, en termes de :

- **Contribution au dialogue et à la coopération** entre les différentes parties prenantes de l'administration et de la société civile ;
- **Création d'une dynamique régionale forte** qui permet des échanges de bonnes pratiques entre des pays avec un niveau d'avancement différent ainsi que la valorisation des expertises des pays les plus avancé (création de « champions PGO »).

Par ailleurs, les **marges de progression** suivantes ont été identifiées :

- Sur l'étendue du cercle de personnes sensibilisées aux principes du PGO ;
- Sur la coopération et le dialogue avec les journalistes.

DURABILITE

Il ressort globalement des entretiens menés que les parties prenantes ont non seulement été consultées, dès le départ, sur les objectifs du projet, les ont approuvés, mais continuent également de les soutenir. Les retours sur le projet sont très positifs et montrent - y compris dans les critiques et recommandations d'amélioration - une **forte adhésion à ses objectifs, voir un sentiment d'appartenance**, qui expliquent une exigence et des attentes également très fortes.

Sur le plan de la durabilité, le projet bénéficie également de **bases solide et ancrées** avec :

- Un **premier cercle de parties prenantes formées et acquises** aux principes et valeurs du PGO, notamment en termes d'approches participatives et de co-création ;
- De **outils créés, la diffusion de bonnes pratiques, des relations interpersonnelles et institutionnelles** établies qui permettront de poursuivre les échanges au-delà du projet #PAGOF.

En termes de **progression**, des marges sont identifiées pour :

- **Améliorer la viabilité** en favorisant une dynamique de soutien PGO auprès d'autres partenaires techniques et financiers, en menant un plaidoyer pour davantage d'engagements financiers des États dans les lois de finance en soutien au PGO, et en renforçant encore la coordination avec le PGO ;
- **Renforcer la visibilité du projet** et du soutien de la coopération française à l'initiative PGO.

Sur la base de ces constats, un certain nombre de **réflexions et de recommandations stratégiques et opérationnelles** sont proposées, et détaillées dans la troisième partie du rapport d'évaluation.

RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

- **Recommandation 1** : Poursuivre l'appui aux pays bénéficiaires du PAGOF et l'étendre à d'autres pays ayant intégré l'initiative. Adapter les niveaux et modalités d'intervention par pays.
- **Recommandation 2** : **Renforcer la coordination avec le PGO et avec les autres bailleurs** intervenant sur les thématiques du gouvernement ouvert. Intégration dans la stratégie régionale PGO, lien plus direct avec le secrétariat, renforcer moyens humains sur le terrain pour jouer ce rôle de coordination avec les PTF.
- **Recommandation 3** : **Poursuivre l'appui financier à la société civile** pour la mise en œuvre de projets ou micro-projets liés à la réalisation des engagements. Appels étendus à plus d'organisations. Mécanisme des appels restreints et accompagnement méthodologique.
- **Recommandation 4** : Se concentrer sur un **nombre réduit de thématiques**. Intervention plus en profondeur sur thématiques liées aux orientations PAN mais pas aux activités.
- **Recommandation 5** : Poursuivre et renforcer **l'appui à la dynamique régionale**. Rencontres régionales et activités intermédiaires.
- **Recommandation 6** : Se concentrer sur le **niveau local**. Collectivités territoriales et municipalités, lien avec le PGO local.

RECOMMANDATIONS OPERATIONNELLES

- **Recommandation 7** : Valoriser davantage **l'expertise nationale et régionale**, pour le recrutement des formateurs, intervenants, experts. Dynamique initiée à poursuivre.
- **Recommandation 8** : Renforcer la **visibilité** du projet. S'appuyer sur relais de la société civile / acteurs locaux. Visibilité à renforcer également auprès des PTF.
- **Recommandation 9** : Réduire le **nombre d'activités** planifiées chaque année. Approche par « groupes » ou suite logiques d'activités. Modifier l'indicateur de résultat par année.
- **Recommandation 10** : Donner plus de responsabilités et de moyens aux **coordinateurs nationaux**. Rééquilibrage siège/terrain.
- **Recommandation 11** : Limiter l'appui à la méthodologie et élaboration des PAN aux nouveaux pays adhérents.
- **Recommandation 12** : Renforcer le **travail avec les journalistes**. Dimension importante pour davantage d'intégration ce groupe cible dans la dynamique PGO.
- **Recommandation 13** : Privilégier les activités et **formations en résidentiel**. Pour une meilleure prise en charge de participants et cohésion de groupe lors des activités.

1 Contexte et méthodologie

1.1 Le contexte et les objectifs de l'évaluation

1.1.1 Le projet

L'initiative multilatérale du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO, dit *Open Gov Partnership ou OGP en anglais*) a été initiée en 2011, par huit pays fondateurs, sous l'impulsion des États-Unis, dans l'objectif de promouvoir une gouvernance transparente, participative, inclusive, en s'appuyant sur de nouvelles formes de concertation et de collaboration avec la société civile et les médias, ainsi que sur les outils du numérique et les nouvelles technologies.

Il s'agit d'une plateforme internationale qui encourage ses pays membres à réformer pour une gouvernance plus ouverte et responsable, et qui regroupe actuellement des représentants des gouvernements aux niveaux national et local et organisations de la société civile dans 78 pays. La France, après son adhésion en 2014, en a assuré la présidence entre septembre 2016 et octobre 2017, aux côtés de l'organisation internationale *World Resources Institute*. Le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones - #PAGOF s'inscrit dans le cadre de ce Partenariat (PGO) dans trois pays bénéficiaires : la Tunisie, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Lancé en octobre 2017 par Expertise France et Canal France International (CFI), #PAGOF vise à accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) de ces trois pays dans leur intégration au PGO afin de promouvoir la gouvernance ouverte, l'accès à l'information et la participation citoyenne dans la construction et le suivi de l'action publique. Cet appui se structure autour de trois axes d'intervention :

- Axe A (national) : **Sensibilisation aux principes et à la méthodologie** du PGO
- Axe B (national) : **Appui à la mise en œuvre effective des engagements pris** par chacun de ces 3 pays dans le cadre de leur Plan d'Action Annuel (PAN), au niveau national
- Axe C (régional) : **Promotion et accompagnement à la démarche d'adhésion au PGO auprès d'autres pays d'Afrique francophone**, par la mise en réseau, les échanges et l'attribution de subventions, au niveau régional.

Bien que deux subventions différentes aient été octroyées par de l'Agence Française de Développement (AFD) – l'une à Expertise France en appui aux autorités nationales, et l'autre à CFI en appui aux organisations de la société civile comprenant les médias - ces deux opérateurs mettent en œuvre le projet en étroite **coordination**.

D'une durée totale initiale de 36 mois, le projet #PAGOF comprend les domaines d'activités suivants :

- Soutien au **développement des données ouvertes** (*open data*) dans les 3 pays ;
- Soutien à la **transparence budgétaire** en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso (publication des données budgétaires en format ouvert ; harmonisation et vulgarisation des documents budgétaires de l'État et des collectivités ; sensibilisation des OSC et des médias à la réutilisation des données budgétaires) ;
- **Amélioration de la transparence et l'ouverture des données au niveau national et local** en Tunisie (appui à l'évaluation de la transparence gouvernementale par les médias : enquêtes en data journalisme, Hackathons, élaboration d'un guide pratique des principes *Open Gov* à destination des municipalités) ;
- Soutien à la **participation citoyenne** dans les 3 pays (promotion et sensibilisation au budget participatif dans des communes pilotes ; soutien aux consultations publiques avec la société civile)
- **Renforcement des connaissances sur le gouvernement ouvert** dans les 3 pays (sensibilisation aux principes et méthodologies du PGO et du gouvernement ouvert ; appui au développement d'espaces de discussion entre OSC et autorités, ainsi qu'au sein des médias ; renforcement des capacités des médias).

Suite au développement d'un **système de suivi-évaluation** commun aux deux subventions en démarrage de projet, une **évaluation intermédiaire** a été menée à mi-parcours par l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM), qui accompagne les opérateurs, afin d'analyser les forces et faiblesses du #PAGOF et de dégager des recommandations pour l'instruction de futurs projets d'appui au

gouvernement ouvert. Le rapport d'évaluation intermédiaire présente plusieurs constats et recommandations, notamment sur le montage institutionnel, le dispositif opérationnel, le contenu du projet ainsi que sa structuration.

L'évaluation finale, objet du présent rapport, est ensuite engagée à la fin du mois de mai 2021, avant la clôture effective du projet qui a été repoussée au 31 décembre 2021, suite à une extension sans coûts accordée par l'AFD. Entre temps, les opérateurs Expertise France et CFI, ont initié la conception et l'écriture d'une seconde phase de projet et mené pour cela, avec l'AFD, des entretiens avec un grand nombre de parties prenantes dans les trois pays d'intervention du #PAGOF.

1.1.2 Portée et objectifs de l'évaluation finale

L'objectif principal de cette évaluation externe est (i) d'**analyser l'ensemble des actions menées** dans le cadre du projet, (ii) de **mesurer les avancées, résultats et effets obtenus** et (iii) d'**en tirer des leçons en vue d'améliorer les pratiques et de formuler des recommandations opérationnelles et stratégiques** qui alimenteront les réflexions des deux opérateurs et du partenaire technique et financier sur la définition et le montage du futur projet #PAGOF 2.

Elle répond ainsi à un **enjeu de redevabilité** vis-à-vis de l'AFD et des différentes parties prenantes, mais aussi un **enjeu d'apprentissage collectif, de perfectionnement et d'adaptation** dans la perspective d'une nouvelle phase de programmation, en identifiant les conditions de consolidation de l'impact et de durabilité du projet.

Deux démarches d'évaluation complémentaires ont été proposées pour répondre à ces enjeux :

1. **L'évaluation est tout d'abord de nature rétrospective et sommative** - en s'appuyant sur les critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE : **pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et viabilité** – et en mettant l'accent sur les aspects qui n'ont pas été abordés lors de l'évaluation à mi-parcours, afin de les actualiser et de les compléter.
2. Elle est ensuite de nature **prospective et formative autour de recommandations opérationnelles et stratégiques** pour envisager la prochaine phase du projet.

1.2 Cadre méthodologique

L'analyse des Termes de Références (TDR) a conduit à la formulation d'une proposition méthodologique provisoire qui a été affinée au terme d'une première phase préparatoire, incluant une réunion de cadrage avec Expertise France et CFI.

Le **plan méthodologique** s'appuie sur une série d'actions de collectes et d'analyse de données à travers des méthodes différentes, adaptées à la nature des cibles, et répondant au principe de la **triangulation des données primaires** (enquêtes et entretiens avec les bénéficiaires, acteurs publics et organisations de la société civile) et **secondaires** (revue documentaire et entretiens avec les opérateurs et les partenaires techniques et financiers). L'ensemble des données a été consolidé lors de l'étape d'analyse et de rédaction du rapport.

La conduite de l'évaluation s'est effectuée de mai à juillet 2021 en **trois phases** : une phase de cadrage et de revue documentaire, une phase d'enquête, une phase d'exploitation et de restitution des résultats.

1.3 Organisation de l'évaluation

1.3.1 La phase préparatoire

Suite à la réunion de cadrage, tenue le 21 mai 2021, et la revue préliminaire de la documentation, une **matrice évaluative** a été élaborée à partir des **31 questions évaluatives** formulées dans les TDR en lien avec les critères d'évaluation². Il s'agissait de **définir le cadre général de l'analyse et d'établir un certain nombre d'hypothèses** pouvant être confrontées aux données qualitatives.

² Les éléments de la matrice sont présentés dans le rapport au début de l'analyse de chaque critère d'évaluation.

1.3.2 La phase d'enquête et d'observation in situ

La revue documentaire³ a consisté en un **examen approfondi des documents du projet** tels que les conventions de financement, le cadre logique et le dispositif de suivi-évaluation, les plans et rapports d'exécution semestriels et annuels, les rapports de missions, les budgets et rapports de suivi budgétaire, les outils créés ou adaptés, y compris les outils de communication digitale (site Internet).

Les données quantitatives ont été collectées selon les indicateurs de suivi/de résultats à partir des moyens de vérification reflétés dans le cadre logique du projet et dans le dispositif de suivi et évaluation mis en place.

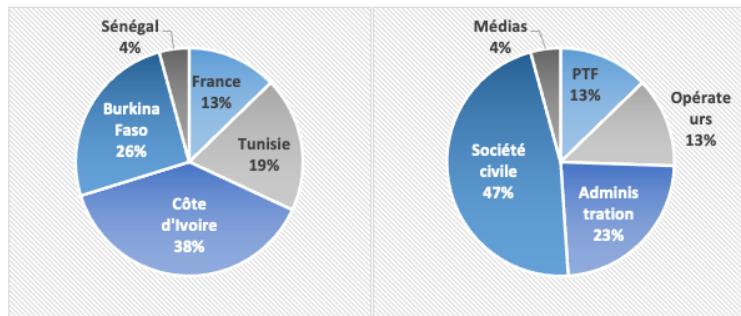
Des **entretiens individuels de type semi-directif⁴** ont été conduits **en distanciel et en présentiel**, au travers d'une mission en juin 2021 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, avec les **parties prenantes directes** du projet : opérateurs et coordinateurs de projet basés dans les pays d'intervention.

L'objectif était de **collecter des données qualitatives**, c'est-à-dire appréciatives, sur l'atteinte des résultats et des objectifs du projet en lien avec les modalités de mise en œuvre des activités et le niveau d'exécution financière, sur les facteurs internes et externes favorables ou défavorables à la réalisation des résultats, mais aussi sur le niveau de participation des parties prenantes du projet à l'ensemble des étapes de son cycle, de la conception à son suivi.

Des entretiens individuels avec **d'autres parties prenantes directes ou indirectes** (AFD, MEAE, *support unit PGO à Dakar*) ont permis de recueillir des appréciations non seulement sur la pertinence de la stratégie d'intervention du projet, de son opérationnalité et de son impact, mais également sur les pistes de consolidation et de développement.

Des **entretiens individuels et groupes de discussion avec un échantillon de bénéficiaires directs et indirects du projet** ont également été organisés en présentiel lors des missions de terrain. Ils ont permis d'obtenir des retours et recommandations sur la pertinence, l'efficacité, la durabilité et l'impact potentiels du projet.

Au total, les entretiens individuels et focus groups ont permis de recueillir les appréciations et points de vue de 47 personnes⁵.



1.3.3 La phase d'exploitation et de restitution des résultats

La dernière phase d'intervention a consisté à **réunir puis analyser l'ensemble des informations et des données recueillies**. Elle a été consacrée à la rédaction du présent **rapport provisoire** couvrant l'intégralité des zones d'intervention, à destination des opérateurs et de l'AFD. Celui-ci sera présenté pour discussion et amendements lors d'une réunion de débriefing avec les cheffes de projet et l'AFD et fera l'objet de commentaires et discussions. Ceux-ci seront intégrés au **rapport définitif** comprenant un **résumé exécutif** qui reprendra les principales conclusions et recommandations de l'évaluation, une première partie sur l'évaluation et les constats et une seconde partie centrée sur les recommandations et pistes pour la conception de la phase 2 du projet.

1.4 Limites de l'évaluation

Cette évaluation finale a débuté le 17 mai 2021 pour se terminer à la fin du mois de juillet de la même année. En raison des conditions spécifiques dues à la **pandémie de la Covid-19**, l'équipe d'évaluation ne s'est pas rendue dans les 3 pays d'intervention et a mené les entretiens avec la Tunisie exclusivement par Skype ou Zoom.

³ Voir annexe 3 : Documents consultés

⁴ Voir annexe 2 : Liste des personnes consultées

⁵ Voir le détail des personnes consultées en annexe 2.

Le calendrier serré et l'indisponibilité ou l'absence de réponse de certains interlocuteurs n'a pas permis de rencontrer tous les intervenants qu'il était prévu de consulter. Certains n'ont pas donné suite à nos demandes d'entretien, d'autres n'ont pas pu se rendre disponibles. Par ailleurs, certaines équipes ayant changé depuis le démarrage du projet en 2017, il n'a pas toujours été possible d'avoir une vision d'ensemble complète (par exemple, le point focal société civile en Tunisie avait pris ses fonctions très récemment).

2 Analyse par critères

Le chapitre qui suit apporte des éléments de réponse à chacune des questions évaluatives. Un tableau les introduit qui rappelle les questions et sous-questions retenues dans la matrice d'évaluation approuvée par les opérateurs.

2.1 Pertinence

Est-ce que les objectifs et la conception du projet correspondent aux <u>besoins et aux priorités des bénéficiaires et des partenaires</u> ?	En quoi le projet est compatible et s'inscrit pleinement dans la politique et les stratégies de chaque pays bénéficiaires ? Évaluer le lien et la cohérence entre les activités du projet et les PAN. Quelle analyse, enseignements en termes de pertinence peut-on tirer de la mise en œuvre globale du projet ?
Est-ce que le projet a été bien pensé et conçu ? de manière <u>cohérente</u> ?	Évaluer la qualité de la <u>logique d'intervention</u> et la matrice du cadre logique ainsi que l'adéquation des indicateurs objectivement vérifiables Évaluer la <u>participation des parties prenantes</u> à l'élaboration et la mise en œuvre du projet, quel niveau d'appropriation au niveau de chaque pays ? Évaluer le lien et la <u>cohérence entre les activités du projet et le PGO</u> , entre les activités du <u>projet et les initiatives menées par l'AFD et autres bailleurs présents dans les pays d'intervention</u>
Évaluer le degré de <u>flexibilité</u> et <u>d'adaptabilité</u> du projet permettant de réagir à d'éventuels changements de circonstance	Comment les évolutions du contexte sont-elles suivies, documentées ? Y a-t-il eu des modifications substantielles dans la mise en œuvre ? Comment ont-elles été décidées

De manière globale, en termes de réponse aux besoins des parties prenantes du projet, il est constaté que le projet #PAGOF est **pertinent à plusieurs titres** :

- Il répond à un **réel besoin des pays ciblés**, en termes de renforcement de la transparence, de l'accès à l'information et de la participation citoyenne dans la gestion publique ;
- Il s'inscrit pleinement dans la **politique** et les **stratégies** de chacun des trois principaux **pays bénéficiaires**, ainsi que dans les priorités identifiées par les parties prenantes dans le cadre des PAN du PGO ;
- Ses axes d'intervention correspondent à un **ensemble logique et complémentaire d'appuis** au processus PGO, aux engagements sectoriels des pays et à une dynamique régionale « gouvernement ouvert » au sein des pays d'Afrique francophone ;
- Les plans d'action annuels ont été conçus en **consultation avec l'ensemble des parties prenantes**, entraînant un **bon niveau d'appropriation** dans chaque pays, mais les acteurs rencontrés ont aussi exprimé le besoin d'être **davantage impliqués dans la mise en œuvre directe** des actions ;
- Une **gestion flexible** et à l'écoute de l'évolution des circonstances et des besoins a permis de faire face aux changements externes ;
- Du point de vue de sa conception, le #PAGOF est pleinement **cohérent avec les activités du PGO et des autres partenaires techniques et financiers (PTF)** présents dans les pays d'intervention, mais au niveau opérationnel, il existe un **manque de coordination** avec les différents PTF sur l'appui au PGO.

De manière détaillée, ces constats reposent sur les éléments d'analyse suivants :

2.1.1 Pertinence par rapport aux stratégies nationales et contexte des pays d'intervention

Le projet #PAGOF s'inscrit pleinement dans la politique et les stratégies de chaque pays d'intervention dans la mesure où ses plans d'actions annuels (PAA) et activités sont conçus en étroite collaboration avec les

parties prenantes, points focaux de l'administration et de la société civile, et notamment dans le cadre de son Axe B qui consiste à appuyer les engagements des pays cibles inscrits dans leurs Plans d'Action Nationaux (PAN) relatifs à la mise en œuvre du Partenariat au Gouvernement Ouvert (PGO) auxquels ils ont adhéré.

Ces engagements ont été définis **de manière participative**, en s'appuyant sur (i) leur pertinence par rapport aux valeurs du PGO, (ii) leur cohérence avec l'intervention des autres PTF impliqués dans l'appui au PGO – pour éviter le double emploi et (iii) en fonction de la plus-value de l'expertise française existante dans des domaines spécifiques.

Plus globalement, **travailler sur les thématiques de la transparence, de la redevabilité, de l'accès à l'information, de la participation citoyenne**, en s'appuyant sur les nouvelles technologies, demeure **très pertinent** dans la région et les 3 pays principaux d'intervention, comme le montrent notamment les différents classements relatifs aux domaines d'intervention du gouvernement ouvert.

	Anti-corruption	Espace civique		Accès à l'information		Ouverture fiscale
	Indice de perception de la corruption (2020)	Index de démocratie (EIU, 2020)	Classement de la liberté de la presse ⁶ (RSF 2021)	Notation globale sur le droit à l'information ⁷	Indice open data ⁸ (2016/17)	Open budget Survey (OBS 2019) ⁹
Tunisie	69°/179	54°/167	73°/180	13°/129 (2011)	66°/94	82°/117
Côte d'Ivoire	104e/179	109°/167	66°/180	81°/129 (2013)	98°/122 (2015)	83°/117
Burkina Faso	86°/179	116°/167	37°/180	75°/129 (2015)	58°/122 (2015)	87°/117

2.1.2 Cadre logique et indicateurs objectivement vérifiables

Concernant la logique d'intervention et son suivi, il est à noter qu'Expertise France et CFI ayant soumis deux projets et signé deux conventions distinctes avec l'AFD, ils disposaient au départ de **deux cadres logiques différents pour un même projet**.

Les deux opérateurs ont toutefois **coordonné leurs interventions** dès le début, avec des missions de diagnostic conjointes pour l'établissement de Plans d'Action communs. Concernant le suivi-évaluation, ils ont été accompagnés par l'IRAM qui a réalisé un important travail d'harmonisation et de mise en cohérence des objectifs et indicateurs pour l'établissement d'un **cadre logique¹⁰ unique, avec deux niveaux de suivi** : opérationnel (suivi par pays et composante régionale) et stratégique (suivi des indicateurs de résultats A, B et C). Ce cadre logique permet un suivi opérationnel fin sans être trop difficile à alimenter par les opérateurs.

Au niveau stratégique, certains indicateurs souffrent toutefois de **ne pas avoir de ligne de base**, aucune étude de référence n'ayant été prévue en démarrage de projet, et les indicateurs d'impact n'ont **pas été définis de manière précise et objectivement vérifiable**, avec l'identification de sources et référence de base. Cette difficulté avait été identifiée dans le guide de suivi-évaluation produit par l'IRAM, notamment en raison de la complexité de la thématique même du gouvernement ouvert relativement « intangible et nouvelle ».¹¹

Par ailleurs, au-delà des indicateurs généraux sur l'état du taux de réalisation des activités, ou l'avancement des engagements appuyés par le #PAGOF, il serait intéressant d'ajouter quelques **indicateurs qualitatifs concernant spécifiquement les thématiques d'intervention du projet**, comme par exemple sur les données ouvertes ou la transparence budgétaire, d'une part, et d'autres **indicateurs plus quantitatifs** sur le nombre d'organisations de la société civile, de médias et d'administration appuyés, le nombre de bénéficiaires directs, la portée / diffusion des supports de communication. Ceci toutefois, en veillant à ne pas trop alourdir le dispositif de suivi évaluation pour permettre une mise à jour et un suivi réguliers.

2.1.3 Une bonne appropriation générale des parties prenantes

La **participation des parties prenantes** dans l'élaboration des axes d'intervention et des activités, a permis un **bon niveau d'appropriation** du projet, dans chaque pays. De l'avis de toutes les personnes interrogées,

⁶ <https://rsf.org/fr/classement>

⁷ <https://www.rti-rating.org/country-data/>

⁸ <https://index.okfn.org/place/>

⁹ <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/country-results>

¹⁰ Cadre logique reproduit en Annexe 6

¹¹ Guide de suivi-évaluation du #PAGOF, IRAM p.3

l'exercice est essentiel, en ce qu'il permet de coller aux besoins réels, d'assurer un égal niveau d'information au démarrage des activités et de donc faciliter le suivi.

En Tunisie, les points focaux de l'administration sont davantage sollicités sur les thématiques liées au PGO par la multiplicité des PTF présents et souvent peu réactifs. Si les délais de retours de ces derniers – dans les 3 pays – ont pu être un facteur de ralentissement de l'exécution des activités, leur consultation systématique a également été un élément clef de l'appropriation du projet par ces parties prenantes.

En Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, les points focaux de l'administration ont exprimé le souhait d'être encore davantage impliqués, en intégrant par exemple les PAA à la feuille de route du gouvernement pour le PGO, afin de donner plus de visibilité au #PAGOF et à l'action du gouvernement dans la cadre PGO. En Côte d'Ivoire, les représentants de la société civile souhaitent aussi participer plus largement à l'exercice de création des PAA, en y intégrant des organisations de la société civile (OSC) non-membres du comité de pilotage comme par exemple les OSC membres de la Plateforme de la Société Civile Ivoirienne pour le PGO (PSCI-PGO).

De l'ensemble des entretiens réalisés dans le cadre de cette évaluation, ressort un **très bon niveau d'appropriation** et de participation des parties prenantes à la mise en œuvre du projet, dans chaque pays.

« *L'arrivée du PAGOF a été une bouffée d'oxygène. Le gouvernement prend à cœur le PGO, mais les moyens à sa disposition ne sont pas suffisants. Le #PAGOF a été comme un bras séculier pour permettre à la Côte d'Ivoire de mener plus d'actions, après la formulation du deuxième PAN.* »¹²

Toutefois, certains acteurs ont évoqué le **sentiment d'être davantage « assistés »** que réellement responsabilisés dans la mise en œuvre des activités.

La demande est apparue fortement au sein des OSC membres du comité technique au Burkina Faso. Les quatre représentants (sur la dizaine d'OSC membres) qui avaient fait le déplacement, ont évoqué la démotivation de la société civile et leur **sentiment de ne pas être valorisés dans leur expertise**, ni autonomisés dans leurs actions. Le point focal de la société civile recommande ainsi de financer directement des projets d'OSC, y compris membres du Comité Technique, qui entrent dans le cadre des principes du PGO et viennent appuyer plus ou moins directement la réalisation des engagements des PAN.

Mêmes retours en Côte d'Ivoire où le #PAGOF a appuyé la redynamisation d'une plateforme de la société civile pour le PGO (PSCI-PGO) avec des formations et ateliers qui ont été très largement appréciés. Mais les membres regrettent que le #PAGOF ne s'appuie pas davantage sur l'engagement et l'expertise des OSC de la plateforme dans la mise en œuvre des activités. Ils ont aussi exprimé le souhait de pouvoir transmettre les connaissances et mettre en pratique les compétences acquises lors des formations du #PAGOF à travers le soutien direct aux initiatives, ce qui permettrait d'améliorer l'impact et la pérennisation des actions.

2.1.4 Des modalités d'intervention flexibles

L'analyse des rapports d'exécution ainsi que les appréciations des différents acteurs consultés ont permis de constater des **modalités flexibles d'intervention**, marquées par des adaptations en cours de mise en œuvre pour permettre de répondre aux priorités des parties prenantes.

En effet, malgré sa relative complexité en termes de montage institutionnel et opérationnel (deux opérateurs, trois pays et une dimension régionale, multiplicité des parties prenantes et instances de suivi), les opérateurs ont su conserver suffisamment de flexibilité pour adapter l'intervention à l'évolution du contexte et des besoins. Flexibilité d'une année sur l'autre tout d'abord, à travers l'exercice de construction et de validation des PAA par les membres du Comité de Suivi (opérateurs, bailleurs et points focaux de l'administration et de la société civile dans chaque pays).

Flexibilité ensuite, durant la phase de mise en œuvre lorsque cela s'est avéré nécessaire et pertinent : par exemple, au Burkina Faso, un appui pour l'organisation des consultations publiques a été ajouté au programme d'actions annuel suite au refus du PGO de retarder l'élaboration du PAN3.

En termes de contenus, chaque pays ayant un **niveau d'avancement différent** dans sa connaissance et compréhension du PGO et la mise en œuvre de ses PAN, les opérateurs ont su **adapter les formations pour qu'elles répondent aux besoins**.

¹² Entretien du 2 juillet avec Mme Chantal Angoua, ancienne Point Focal de l'administration en Côte d'Ivoire.

De même si, comme partout ailleurs, **les activités ont marqué le pas avec la crise de la COVID-19, des solutions alternatives ont été recherchées et mises en place** pour permettre de poursuivre les résultats attendus : mobilisation de l'expertise locale, ajout d'appels à projets à destination des organisations de la société civile en 2020 et 2021, activités directement en lien avec la crise sanitaire ou encore développement des formats en ligne (webinaire régional, consultations publiques pour la création des PAN en ligne).

L'ensemble des acteurs interrogés a apprécié et souligné l'importance de cette flexibilité, ainsi que l'écoute et la réactivité dont l'équipe a su faire preuve tout au long de sa mise en œuvre. L' excellente **communication avec les opérateurs**, notamment au niveau local, la réactivité, l'écoute et le partage des informations ont été soulignés par la totalité des personnes rencontrées comme un facteur important de réussite du projet.

« CFI et EF sont très sensibles aux besoins réels des partenaires et bénéficiaires. Dans le processus de validation, les plans d'actions annuels sont co-construits. Des propositions sont soumises aux points focaux qui nous font leurs retours selon leurs priorités et besoins. Donc, durant la crise du COVID, ça a été facile de nous adapter car nous avions déjà cette flexibilité avant. »¹³

A contrario, l'équipe a su aussi maintenir le cap lorsque les demandes ont été jugées non pertinentes - par exemple sur l'activité de comités citoyens de lutte contre le racket dans le système de santé au Burkina Faso - ou en dehors des cadres et procédures des opérateurs et de l'AFD, notamment sur la question de la prise en charge des per diem.

2.1.5 Cohérence des interventions et coordination avec le PGO et les autres PTF

Le choix des principaux axes d'intervention du #PAGOF a été fait suite à des **missions de diagnostic** des opérateurs qui ont permis **d'identifier les principales interventions d'autres PTF** présents dans les pays d'intervention et donc, à priori, d'éviter les doublons.

Toutefois, dans sa phase de mise en œuvre, une limite mentionnée par la quasi-totalité des acteurs interrogés est le **manque de coordination entre PTF sur l'appui au PGO** dans les trois pays d'intervention, ainsi qu'au niveau régional. Il existe en effet d'autres acteurs appuyant les États, **directement dans la cadre du PGO ou indirectement en en appui aux thématiques du PGO**. Dans le premier cas, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'OCDE sont les principaux acteurs cités. Dans le second cas, de nombreux autres PTF font « du PGO sans le PGO », comme l'Union Européenne, le PNUD, la GIZ, les Fondations allemandes Konrad Adenauer et Friedrich Ebert, la coopération canadienne, entre autres.

Malgré cela, il n'existe **pas de cadre de coordination clair**. En Côte d'Ivoire, un groupe des PTF autour de la gouvernance a été créé, mais il n'est pas très actif et ne s'est pas réuni depuis longtemps. En Tunisie, les points focaux de l'administration semblent jouer ce rôle, à leur niveau, en assurant la bonne cohérence de l'intervention et du soutien de chaque PTF, mais avec une approche « en silos » sans réelle communication entre PTF autour de leurs interventions. Au Burkina Faso, aucune coordination n'est assurée jusqu'à maintenant, et la connaissance du mécanisme PGO au sein des bailleurs internationaux demeure limitée. A titre d'exemple, lors de la sollicitation d'une rencontre par les opérateurs, la Délégation de l'Union Européenne à Ouagadougou a d'abord décliné, expliquant ne « *pas faire de gouvernement ouvert* ».

Le lien entre le #PAGOF et les **autres projets portés par Expertise France et CFI** semble avoir été plus facile, comme pour le projet EF d'appui à la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance au Burkina Faso ou avec le projet Médias Sahel de CFI.

Cette activité a-t-elle répondu à vos besoins en en termes d'amélioration de vos connaissances du PGO?



■ Notes de 0 à 2 ■ Notes de 3 à 5

¹³ Entretien du 22 juin avec Mme Nicole Nkoa, coordinatrice PAGOF en Côte d'Ivoire

2.2 Efficacité

Dans quelle mesure le projet a obtenu les résultats escomptés et son objectif spécifique a été atteint (ou est sur le point de l'être) ?	Évaluer si les comportements des bénéficiaires ont changé notamment sur les aspects d'implication de la société civile par l'administration dans les différents processus du PGO ?
	Atteinte des résultats : regards des parties prenantes sur les effets du projet
Quels ont été les effets directs ou indirects inattendus du projet ?	Identification des défaillances éventuelles et les contraintes rencontrées
Quels ont été les effets directs ou indirects inattendus du projet ?	A ce jour, les activités ont elles débouché sur des résultats non prévus ?

En termes d'efficacité, le projet #PAGOF a pu réaliser un grand nombre d'activités, contribuant à son objectif spécifique, de « favoriser/soutenir la réalisation des engagements inhérents à l'adhésion au PGO par un plaidoyer ciblé sur les OSC et sur les administrations et l'accompagnement d'activités prioritaires en matière de gouvernement ouvert ». En effet, **malgré des retards dans l'exécution des activités, le projet a pu atteindre une grande partie des indicateurs d'activité**.

Il est en particulier relevé les **succès** suivants :

- Les **échanges de pratiques entre pairs** des pays nouvellement adhérents ou prétendants à l'adhésion PGO, sous la forme des séminaires régionaux ou des visites d'étude, ont été très fortement appréciés ;
- **L'appui technique à la réalisation d'outils concrets** (plateformes en ligne, portails, etc.) et la mise à disposition de l'expertise française sur des aspects techniques très spécifiques ont aussi été cités comme des forces du projet ;
- La pratique de **favoriser la participation, pour chaque activité ou formation, de représentants de différentes parties prenantes** (administration, société civile, médias), est un facteur important de meilleure compréhension mutuelle et de dialogue, qui est au cœur de la philosophie PGO ;
- Les **formations en journalisme d'investigation et open data** ont été très appréciées et identifiées comme un levier puissant de changement, permettant aux journalistes de mieux comprendre l'importance de maîtriser l'exploitation des données publiques ouvertes pour évaluer l'action publique et tenir les responsables redevables de leurs actions.

Quelques **marges de progression** ont été identifiées, notamment avec :

- L'appel à **l'expertise nationale ou régionale** – qui a globalement progressé à la faveur de la crise sanitaire mais a été trop peu mobilisée – est perçu comme un point à renforcer encore davantage ;
- Une **gestion trop centralisée** qui a pu constituer une contrainte dans l'efficacité de l'action.

De manière spécifique et détaillée, ces appréciations sont étayées par les éléments suivants :

2.2.1 Taux de réalisation des activités

Un des indicateurs de résultats du projet est le taux de réalisation des activités prévues annuellement, avec une cible de 75% d'activités réalisées pour les résultats A et B et 80% pour le résultat C.

Ces cibles n'ont pas été atteintes mais semblent extrêmement ambitieuses au vu du nombre d'activités prévues par pays et par année. **Le taux global par pays est plus satisfaisant**.

Taux d'exécution des activités	2018	2019	2020	Total au 31.12.2020
Résultat A	31%	45%	43%	39%
Résultat B	8,6%	53%	43%	35%
Résultat C - Régional	100%	100%	N/A	81%
Tunisie	21%	41%	47%	50%
Côte d'Ivoire	25%	55%	40%	60%
Burkina Faso	13%	70%	43%	60%

Les tableaux en Annexe 5 présentent les activités et leur taux d'exécution, par pays, en fonction des cibles prévues dans les différents PAA (2018, 2019 et 2020) et des informations collectées dans le cadre logique et les rapports semestriels, **dont voici un résumé :**

36 mois (2017-2020)	Nb d'activités mises en œuvre	Nb de bénéficiaires directs	% de femmes	Nb d'administrations appuyées	Nb d'OSC appuyées
Tunisie	16	788	43%	36	21
Côte d'Ivoire	26	2356	29%	31	38
Burkina Faso	23	922	15%	12	37
Dimension régionale	7	270	-	-	-
TOTAL	83	4,336	29%	79	96

Les informations prises en compte ici ne vont que jusqu'en **décembre 2020**, et d'autres activités ont été réalisées depuis.

Le taux d'exécution des activités est donc à mettre en lien avec la durée totale du projet, incluant l'extension prévue jusqu'en décembre 2021 (76% soit 39 mois écoulés sur 51 prévus au total).

2.2.2 Les échanges de pratiques entre pairs, une véritable valeur ajoutée du projet

Les **échanges de pratiques entre pairs** sont l'un des éléments qui est revenu le plus fréquemment parmi les points de force cités du projet #PAGOF.

Les séminaires régionaux, au-delà de la dynamique créée, ont permis de valoriser les expériences et avancées des pays adhérents au PGO auprès des autres pays participants et d'échanger autour de bonnes pratiques, approches et outils développés. Les différentes parties prenantes ont pu apprendre auprès de pairs faisant face à des **réalités locales et des défis de mise en œuvre comparables** aux leurs. La dimension horizontale d'échange et de partage, mais aussi d'émulation collective autour de ces valeurs et bonnes pratiques, est jugée comme souvent plus efficace et pérenne qu'une approche plus classique de formations.

Dans la même logique, les **visites d'étude** mettant en exergue les outils ou les techniques concrètes à partir d'observations *in situ*, facilitent les échanges entre techniciens et acteurs de terrain autour des écueils à éviter, du temps nécessaire aux développements et aux adaptations. Elles favorisent également la **pérennité des liens** – formels ou informels – entre ces acteurs, qui permettra d'élargir et de consolider le réseau de pairs pouvant apporter un soutien lors de la mise en œuvre.

La **visite d'étude par une délégation burkinabé au Maroc** autour de la plateforme « Chikaya » pour la soumission et le suivi des réclamations (plaintes), des observations et des suggestions des usagers de son administration publique - a été jugée comme très positive et bénéfique.

La délégation a pu échanger avec les principaux acteurs institutionnels, observer une plateforme déjà fonctionnelle, comprendre les fonctionnalités et applications de l'outil, ainsi que ses faiblesses et les difficultés d'application du mécanisme.

Au terme de la visite, les participants ont émis des propositions pour une meilleure opérationnalisation du dispositif de leur système de gestion des plaintes des usagers.

2.2.3 L'importance de l'appui technique à la réalisation d'outils concrets

En lien direct avec ces échanges entre pairs, l'**appui technique à la réalisation d'outils concrets** est apprécié et sollicité pour un éventuel futur appui. Les parties prenantes ont souligné la nécessité – en plus des activités classiques de formations – d'accompagner les acteurs dans la conception et la mise à disposition d'outils tels que les plateformes en ligne de consultation, de recueil et de traitement des plaintes, des portails *Open Data*, etc.

Ici, la **mise à disposition de l'expertise française** sur des aspects techniques très spécifiques, tels que les techniques relatives aux données de géolocalisation dans le secteur des transports publics, a été fortement appréciée.

Par exemple, la **visite d'étude organisée en France pour une délégation tunisienne** composée de représentants du Ministère du transport, du secteur privé et de la société civile autour des données ouvertes dans le secteur du transport a permis aux participants de mieux connaître les solutions techniques pertinentes à mettre en place en fonction des besoins, ainsi que les moyens techniques et humains nécessaires. Cet échange a aussi permis à l'administration tunisienne d'apprécier le processus d'implication de différents acteurs, du secteur privé et de la société civile, dans l'ouverture des données, notamment avec l'exemple des « Entrepreneurs d'intérêt général ». Cette pratique a d'ailleurs fait l'objet d'une proposition au Ministère du transport et à la Présidence.

« *Il est difficile d'acquérir de l'expertise pour utiliser des techniques complexes (...). Grâce au PAGOF, nous avons bénéficié de l'expérience française sur la méthodologie pour l'ouverture des données transport. Il faut maintenant penser à pérenniser cet échange, à travers une collaboration entre les institutions tunisiennes et les institutions françaises. Nous avons par exemple pensé à une collaboration avec la SNCF* »¹⁴

2.2.4 Gestion centralisée et valorisation des compétences au niveau national

La **gestion directe** du projet depuis les sièges d'Expertise France et de CFI à Paris, même si généralement fluide, a été mentionnée comme un élément pouvant **alourdir les processus de prises de décisions**, avec un risque de déconnexion avec les réalités de terrain, qui sont difficilement appréciables de manière fine avec une gestion à distance.

Par ailleurs, comme analysé dans le rapport d'évaluation à mi-parcours, la **gestion concentrée à Paris a aussi engendré une surcharge de travail** au niveau des Cheffes de projet Expertise France et CFI, qui ont dû gérer trois voire quatre projets en un seul, coordonner leurs actions entre opérateurs, suivre étroitement les activités avec les coordonnateurs locaux, organiser en direct un certain nombre d'entre elles, assurer l'animation des instances de coordination du projet, ainsi que la communication externe, le reporting, le suivi-évaluation, etc.

En parallèle, la **présence de coordonnateurs locaux a été un élément essentiel dans la réussite opérationnelle** du projet sur laquelle il serait pertinent de s'appuyer encore plus, pour l'exécution et le suivi des actions, mais aussi pour d'autres responsabilités transversales telles que la communication, le suivi-évaluation, la représentation et la coordination auprès des PTF, etc.

Un élément important souligné dans les trois principaux pays d'intervention, aussi bien par les représentants de l'administration que par ceux de la société civile, est la **nécessité de s'appuyer davantage sur l'expertise nationale ou régionale**. Malgré la volonté et les efforts des opérateurs dans ce sens, ce point est ressorti comme un élément à renforcer pour faire appel à des ressources qui connaissent mieux le contexte et les problématiques propres à ce dernier et sont donc plus à même de répondre aux attentes des participants.

¹⁴ Entretien du 17 juin avec M. Ridha Arjoun, PDG Développement Administratif, Systèmes d'Information et Transport Intelligent Ministère du Transport et de la Logistique en Tunisie

2.3 Efficience

Est-ce que les moyens et activités mis en oeuvre ont bien donné les produits et résultats tel qu'initialement prévus ?	Analyse des liens entre les différentes activités, les ressources disponibles (humaine, financières administrative) et les résultats escomptés
	Analyse de la qualité de la gestion quotidienne, par exemple en ce qui concerne : la planification et la mise en œuvre des travaux opérationnels ; la coordination opérationnelle est-elle optimale ; la qualité de la gestion des informations et de l'élaboration des rapports, et la mesure dans laquelle les parties prenantes ont été tenues correctement informées des activités du projet
	Rôle des agences AFD et de l'AFD Siège
Est-ce que les activités sont mises en œuvre et les résultats obtenus de manière efficiente (cost effective) ?	Est-ce que les activités ont été conçues de manière à obtenir les meilleurs résultats pour le prix investi ?
	Quelles éventuelles autres mesures ont été prises durant le planning et la mise en œuvre pour assurer que les ressources sont dépensées efficacement ?

Du **point de vue de l'efficience**, la revue documentaire et les entretiens ont permis de dégager les quelques constats suivants concernant l'adéquation entre le budget, les ressources humaines et les résultats attendus :

- Une très bonne **coordination opérationnelle et circulation de l'information, un suivi-évaluation et des rapports de qualité** ;
- Des **retards dans l'exécution** des activités qui ont entraîné une **sous-consommation budgétaire** ;
- Une **sous-estimation des besoins** en ressources humaines lors de la conception du budget et des PAA ;
- Un **rôle important des agences locales de l'AFD** sur lequel le projet pourrait s'appuyer davantage.

De manière détaillée, il convient ainsi de souligner les points suivants :

2.3.1 Ressources disponibles et activités

Le projet #PAGOF était doté d'un **budget total de 3,5M€**, réparti de la façon suivante :

BUDGET	CFI	EF	Total	%
1 - Activités dans les pays	1 128 100 €	1 316 050 €	2 444 150 €	70%
1.1 Tunisie	316 500 €	201 628 €	518 128 €	15%
1.2 RCI	324 500 €	317 652 €	642 152 €	18%
1.3 Burkina Faso	306 500 €	283 562 €	590 062 €	17%
1.4 Volet régional/Echanges expériences/bonnes pratiques	180 600 €	513 209 €	693 809 €	20%
2 - Audit/suivi-évaluation	65 400 €	56 889 €	122 289 €	3%
3 - Coordination de projet	208 380 €	440 511 €	648 891 €	19%
SOUS-TOTAL 1+2+3	1 401 880 €	1 813 449 €	3 215 329 €	
4 - Frais de gestion	98 120 €	181 345 €	279 465 €	8%
5 - Imprevus		5 206 €	5 206 €	0%
TOTAL 1+2+3+4	1 500 000 €	2 000 000 €	3 500 000 €	100%

Prévu à l'origine pour une période de 36 mois, **le projet a pris du retard** dans l'exécution des activités en raison de multiples facteurs, intrinsèques au projet et aux différents contextes d'intervention (complexité du projet et multiplicité des acteurs, besoins de coordination importants et chronophages, manque de ressources humaines au niveau des opérateurs, faible disponibilité des points focaux, et lenteurs des retours) mais également externes (calendriers électoraux, crise sanitaire).

Ces difficultés ont entraîné des **taux d'exécution annuels des activités** bien en deçà des prévisions, comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Par ailleurs, certaines **lignes budgétaires ont été surconsommées** par rapport au budget initialement prévu (par exemple le volet régional), nécessitant une révision budgétaire globale.

Les opérateurs ont donc sollicité une **modification budgétaire ainsi qu'une extension sans coûts** de 14 mois auprès de l'AFD, jusqu'au 31 décembre 2021 qui a été validée durant le second semestre 2020.

Ils ont ainsi pu reporter les activités sur les années suivantes, avec un taux d'exécution au 31/12/2020 qui reste satisfaisant, correspondant à 66% du budget total (sur 76% de temps de projet écoulé - 39 mois sur 51 en prenant en compte l'extension sans coût approuvé par l'AFD).

Objet	Total	Total Consommé au 31.12.20	Taux de dépense	Total consommé + prévisionnel	Taux de dépense
EXPERTISE FRANCE + CFI	BUDGET				
1 - Activités dans les pays	2 444 150 €	1 584 941 €	65%	2 336 350 €	96%
1.1 Tunisie	518 128 €	282 677 €	55%	373 084 €	72%
1.2 Côte d'Ivoire	642 152 €	445 727 €	69%	695 140 €	108%
1.3 Burkina Faso	590 062 €	500 647 €	85%	649 537 €	110%
1.4 Volet régional / Echanges expériences	693 809 €	355 890 €	51%	618 589 €	89%
2 - Audit/suivi-évaluation	122 289 €	68 892 €	56%	114 281 €	93%
3 - Coordination de projet	648 891 €	478 661 €	74%	660 789 €	102%
SOUS-TOTAL 1+2+3	3 215 329	2 132 494 €	66%	3 111 420 €	97%
4 - Frais de gestion	279 465 €	184 360 €	66%	269 083 €	96%
5 - Imprevus	5 206 €	622 €	12%	1 923 €	37%
TOTAL 1+2+3+4	3 500 000	2 317 476 €	66%	3 382 426 €	97%

Les budgets prévisionnels établis par Expertise France et CFI pour la 4^{ème} année permettent d'envisager un taux d'exécution de 97% à terme de la période de l'extension sans coût. Ceci, si les opérateurs parviennent à dépenser la totalité du budget prévisionnel de l'année 4 - qui est supérieur à la moyenne des dépenses annuelles des 3 années précédentes.

Les activités semblent généralement avoir été conçues de manière à **obtenir les meilleurs résultats pour le prix investi**. La volonté des opérateurs de s'appuyer davantage sur l'expertise locale ou régionale ou sur des binômes experts internationaux et nationaux a permis aussi – au-delà des avantages opérationnels - de maximiser l'utilisation des ressources et le ratio coûts/résultats.

2.3.2 Des ressources humaines insuffisantes

La répartition budgétaire globale entre activités, frais de coordination et de gestion semble équilibrée en théorie, mais s'est avérée en réalité insuffisante en termes de ressources humaines, au vu des objectifs et activités du projet.

En effet, le **#PAGOF est très ambitieux** dans ses résultats attendus et présente plusieurs complexités, dans la diversité des contextes, la multiplicité des parties prenantes à intégrer, l'effort important de coordination entre ces derniers, les différents niveaux d'intervention, etc. Il nécessite donc un **fort investissement en ressources humaines** qui devraient être augmentées et pourraient également être davantage centrées sur le terrain, pour plus d'efficience.

Il ressort des échanges avec les opérateurs, ainsi que des différents rapports semestriels et du rapport d'évaluation à mi-parcours, qu'il a été **difficile de gérer l'ensemble des activités prévues dans le cadre des PAA** avec l'équipe et le dispositif constitué :

« La mise en œuvre du #PAGOF a mis en exergue une surcharge de travail au niveau des opérateurs siège, en partie du fait des coûts de coordination, mais également parce que beaucoup de décisions et d'activités se gèrent depuis Paris. En miroir, la contribution et l'efficacité des coordonnateurs pays a été soulignée unanimement. Il conviendrait de penser un dispositif qui permette de décharger le niveau central afin qu'il puisse se recentrer sur des éléments de stratégie et de capitalisation (et moins d'opérationnel, ou de logistique), et pouvoir donner plus de pouvoir aux coordonnateurs. »¹⁵

¹⁵ Analyse des forces et faiblesses du PAGOF, IRAM

Les Plans d'Actions Annuels ont été **trop ambitieux au regard des capacités de mise en œuvre** : une moyenne de 20 activités étaient prévues par pays chaque année et seulement 7-8 en moyenne effectivement réalisées.

Toutefois, un des indicateurs de résultats du projet est le taux de réalisation annuelle des activités, qui n'est donc pas très satisfaisant pris annuellement (voir tableau p. 15) et mériterait d'être revu pour prendre en compte le taux global de réalisation.

2.3.3 Une bonne gestion et coordination opérationnelle

La revue documentaire et les entretiens tenus ont permis de constater une grande **qualité de la gestion quotidienne du projet**. La planification, la coordination, l'établissement des TDR et la sélection des prestataires et experts sont menés de façon rigoureuse et participative. Les rapports d'exécution sont détaillés et permettent une bonne compréhension des enjeux, défis et résultats du projet.

Par ailleurs, la quasi-totalité des acteurs rencontrés a souligné la **fluidité des échanges et la bonne communication** avec les équipes #PAGOF, siège et terrain. Ils apprécient d'être sollicités pour la validation de l'ensemble des TDR.

Certains acteurs ont émis le souhait d'être encore **davantage tenus informés de l'ensemble des activités**. Par exemple, les représentants de l'administration au Burkina Faso souhaitent avoir une meilleure vue d'ensemble sur les activités de la société civile ou sur la répartition et l'exécution budgétaire globale.

2.3.4 Rôle de l'AFD et du ministère

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a surtout été **impliqué au début**, lors de la conception du projet #PAGOF, suite à l'engagement de la France d'appuyer la dynamique des gouvernements ouverts dans les pays d'Afrique francophone durant le sommet PGO de 2016.

Et le gouvernement ouvert et les objectifs du #PAGOF demeurent une **priorité importante de la France**, et le MEAE souhaite y apporter un appui sur une longue durée.

Dans la gestion opérationnelle, un représentant du Ministère participe aux comités de pilotage annuels, ainsi qu'aux séminaires régionaux. Les postes des trois pays #PAGOF sont présents lors des comités pays et sont également invités aux évènements importants du projet. Ils peuvent également être sollicités lors de l'instruction des appels à micro-projets, et leurs retours sont importants car ils connaissent bien les dynamiques et organisations locales. Cela permet aussi potentiellement de **créer des ponts** avec leurs propres mécanismes d'appui aux OSC locales.

Du fait de l'organisation interne de l'AFD, les projets régionaux tels que le #PAGOF sont suivis directement depuis le siège à Paris. **Les agences dans les 3 pays d'intervention ont donc une implication limitée dans la gestion du projet**. Elles participent aux COPIL pays annuels et sont invitées aux séminaires régionaux ainsi qu'à assister aux principales activités. Elles ont également été sollicitées sur l'évaluation des réponses aux appels à projet de la société civile.

Cette gestion directe des projets par les opérateurs Expertise France et CFI, permet d'élargir le portefeuille des projets de l'AFD par pays et donc de renforcer son action, en particulier sous le portefeuille Gouvernance qui est encore relativement récent, sans surcharger les agences, qui ont des ressources et capacités de gestion limitées.

Il s'agit d'un atout, mais cela **nécessite également une très bonne coordination avec les opérateurs au niveau local**, pour que les agences soient en mesure de promouvoir le projet auprès de ses partenaires institutionnels et de contribuer à la coordination avec les autres PTF.

2.4 Impact

Quels sont les <u>principaux impacts obtenus</u> par le projet au niveau de chaque pays mais également au niveau régional ?	Quelle est la contribution probable du projet à l'objectif global ? Quelle dynamique enclenchée au niveau régional ? Est-ce que le projet a eu des retombées globales involontaires ou inattendues, positives ou négatives ?
Y a-t-il eu des <u>facteurs qui ont limité l'impact</u> global du projet ?	Est-ce que le projet a été facilité/freiné par la participation des parties prenantes concernées ? Est-ce que le projet a été facilité/freiné par des facteurs externes ?

La question de l'impact du #PAGOF sur la gouvernance des pays d'Afrique francophone est délicate à mesurer à ce stade, en raison de la courte durée du projet - malgré son extension de 12 mois – de sa dimension régionale avec des contextes nationaux différents, ainsi que de la multiplicité des parties prenantes et acteurs intervenants dans le processus PGO et la réalisation des engagements.

Plusieurs niveaux d'analyse ont été ici envisagés : du point de vue des **indicateurs du projet**, du point de vue des **parties prenantes** et du point de vue des **partenaires extérieurs** rencontrés dans le cadre de l'évaluation.

Sur le premier point, **l'impact du projet est jugé satisfaisant**, notamment sur :

- **L'amélioration de la connaissance et des pratiques** en matière de PGO ;
- **La contribution du #PAGOF à l'avancement des engagements PGO** ;
- **Le degré de diffusion des expériences #PAGOF** dans la sphère PGO et la capacité à dégager des enseignements transversaux.

Sur les deux points suivants, il convient de relever les succès du projet, en termes de :

- **Contribution au dialogue et à la coopération** entre les différentes parties prenantes de l'administration et de la société civile ;
- **Création d'une dynamique régionale forte** qui permet des échanges de bonnes pratiques entre des pays avec un niveau d'avancement différent ainsi que la valorisation des expertises des pays les plus avancé (création de « champions PGO »).

Par ailleurs, les marges de progression suivantes ont été identifiées :

- Sur l'étendue du cercle de personnes sensibilisées aux principes du PGO ;
- Sur la coopération et le dialogue avec les journalistes.

2.4.1 Atteinte des indicateurs d'impact

Objectif global : Améliorer la gouvernance de plusieurs pays d'Afrique francophone en les accompagnant dans la mise en œuvre de réformes de gouvernement ouvert	Indicateur : Mise en œuvre satisfaisante des PAN des 3 pays accompagnés par le #PAGOF
Objectif spécifique : Favoriser/soutenir la réalisation des engagements inhérents à l'adhésion au PGO par un plaidoyer ciblé sur les OSC et sur les administrations et l'accompagnement d'activités prioritaires en matière de gouvernement ouvert.	Indicateur : Réalisation satisfaisante des activités appuyées par le #PAGOF dans les 3 pays cibles

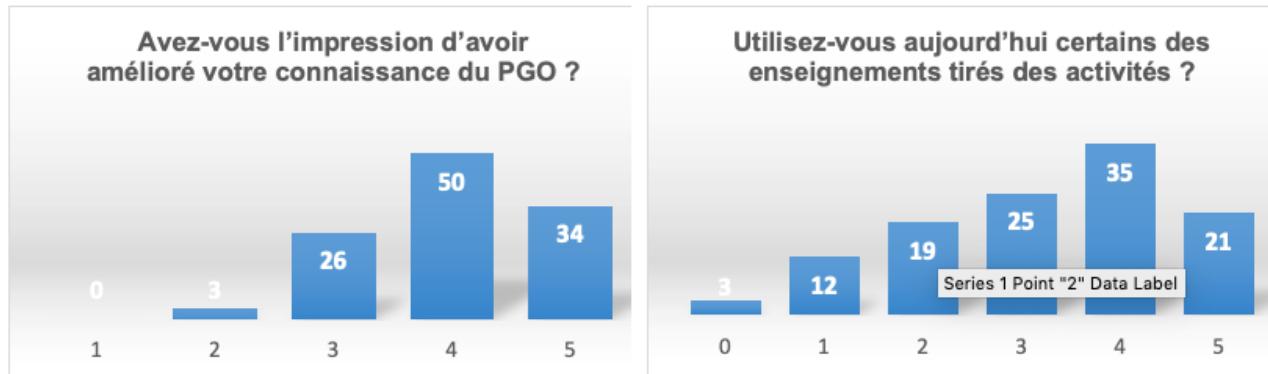
Résultats	Indicateurs	Cibles	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020
Résultat A Informer et sensibiliser sur le PGO	Taux de réalisation des activités prévues	<i>Au moins 75% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle</i>	10 activités réalisées sur 32 prévues soit taux de réalisation de 31%	13 activités réalisées sur 29 prévues soit taux de réalisation de 45%	9 activités ont été réalisées sur 21 prévues soit un taux de réalisation de 43%
	Amélioration de la connaissance du PGO, ses principes et ses outils par les parties prenantes	<i>70% des parties prenantes au moins ont amélioré leur connaissance du PGO</i>	Pas de questionnaire en ligne en 2018	Résultats questionnaires : 73% des répondants	Résultats questionnaires : 76% des répondants
	Amélioration des pratiques en matière de PGO des acteurs nationaux	<i>Indicateur qualitatif</i>	Voir éléments d'analyse ci-dessous		
	Augmentation du nombre de projets Trust Fund PGO soumis	<i>A l'issue du #PAGOF, au moins 3 projets trust Fund ont été soumis par des pays d'Afrique francophone</i>		2 projets sélectionnés dont 1 ayant bénéficié d'un appui PAGOF	Pas d'appel à propositions Trust Fund en 2020
Résultat B Renforcer les capacités techniques sur des engagements spécifiques des Plans d'Actions Nationaux	Taux de réalisation des activités prévues	<i>Au moins 75% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle</i>	3 activités réalisées sur 35 soit taux de réalisation de 8,6%	18 activités de réalisées sur 34 soit un taux de réalisation de 53 %	15 activités ont été réalisées sur les 35 soit un taux de réalisation de 43%
	Taux de réalisation des engagements des 3 pays "gouvernement ouvert" appuyés par le #PAGOF	<i>Au moins 70% des PAN soutenus par le #PAGOF sont réalisés</i>	Globalement, 22% des engagements appuyés sont considérés comme « achevés » et 48% avec un taux de réalisation « substantiel » (voir graphiques ci-dessous)		
	Comparaison de l'avancement : entre les engagements appuyés par le #PAGOF et les autres engagements	<i>Indicateur qualitatif</i>	Voir tableaux pages suivantes	Voir tableaux pages suivantes	Voir tableaux pages suivantes
Résultat C Appui à une dynamique régionale francophone sur le gouvernement ouvert (partage d'expériences, mise en réseau, soutien au processus d'adhésion)	Taux de réalisation des activités prévues	<i>Au moins 80% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle</i>	100% des activités réalisées : tenue séminaire + production guide	100% des activités réalisées : tenue séminaire + production guide	pas de séminaire régional (COVID) mais 1 webinaire + lancement d'un appel à propositions
	Augmentation du nombre de pays représentés lors des séminaires régionaux	<i>Lors du dernier séminaire annuel 20 pays issus du monde francophone sont représentés</i>	15 pays représentés	16 pays représentés	NA
	Nouvelles adhésions au PGO de Pays d'Afrique Francophone	<i>A l'issue du #PAGOF, 3 nouvelles demandes d'adhésion de pays d'Afrique francophone ont été émises</i>	Maroc et Sénégal ont rejoint le PGO		Niger éligible
	Degré de diffusion des expériences #PAGOF dans la sphère PGO	<i>Au moins 2 expériences #PAGOF mises en avant lors des sommets PGO</i>		Participation à la session sur le PGO en Afrique francophone au Sommet d'Ottawa.	Pas de Sommet PGO. Informations du #PAGOF sont relayées sur le site du PGO
	Capacité à dégager des enseignements transversaux	<i>A l'issue du #PAGOF, au moins 3 documents à vocation transversale sont produits et/ou répliqués</i>	1 guide sur les bonnes pratiques en Afrique francophone	1 guide sur les bonnes pratiques en Afrique francophone	webinaire

2.4.2 Amélioration de la connaissance et des pratiques en matière de PGO

Concernant l'**amélioration de la connaissance en matière de PGO**, les questionnaires en lignes diffusés auprès des parties prenantes des 3 pays en 2019 et 2020 montrent des résultats positifs.

Sur un total de 113 réponses, 74% des répondants notent l'amélioration de leur connaissance du PGO aux deux niveaux les plus hauts (4 et 5). Quant à l'application concrète des enseignements tirés des activités #PAGOF, 50% des répondants ont donné les deux scores les plus élevés également.

Bien que **partiels et biaisés** du fait de leur caractère auto-déclaratif et de l'absence de ligne de base, ces chiffres donnent toutefois **une bonne indication générale sur l'acquisition de nouvelles connaissances par les participants**, d'une part, et le **niveau suffisant** de ces dernières pour qu'ils soient en mesure de **les appliquer**, d'autre part. Recoupés aux questionnaires d'évaluation de fin d'activités contenus dans les rapports semestriels ainsi qu'aux éléments qualitatifs des entretiens individuels et focus groups, il est possible d'affirmer que **le projet a effectivement contribué à améliorer les connaissances des différentes parties prenantes en matière de PGO**.



Notation de 0 à 5 ; 0 étant le degré le plus faible (très peu) et 5 étant le plus élevé (beaucoup)

Les entretiens réalisés auprès des opérateurs, des point focaux et du coordinateur PGO à Dakar, ainsi que l'examen des rapports semestriels d'activités permettent également d'avancer que le #PAGOF a effectivement contribué à **l'amélioration des pratiques, notamment en matière d'élaboration des PAN**, surtout au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire qui venaient à peine d'adhérer au PGO au moment où le projet #PAGOF a été conçu.

A titre d'exemple, la contribution du #PAGOF dans l'acquisition d'une méthodologie de co-création des PAN au Burkina Faso est sensible si l'on compare l'évolution des pratiques entre l'élaboration du premier plan d'action (avant le #PAGOF) et le second. En effet, alors que la consultation s'était avérée très limitée et insuffisante lors du premier PAN, le processus engagé pour le second a permis une véritable co-création.

Processus de co-création du PAN 2 au Burkina Faso

A la suite d'une rencontre de cadrage avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus PGO, le Gouvernement a entrepris, en collaboration avec la société civile, l'organisation des consultations publiques dans les treize régions du pays, ainsi que des consultations en ligne via la page Facebook du PGO Burkina Faso. Un atelier de développement des engagements du PAN s'est ensuite tenu, durant une semaine, avec les représentants de l'administration et de la société civile pour établir les projets d'engagements qui ont ensuite été mis en ligne en vue de recueillir des avis et suggestions des citoyens. Des consultations techniques sectorielles ont également été organisées avec les porteurs des engagements pour s'assurer de leur pertinence et de leur faisabilité. En parallèle, la société civile a organisé des consultations au niveau du groupe de travail PGO en vue de recueillir les observations et les amendements des organisations de la société civile sur le projet de plan d'actions. Enfin, les engagements ont été validés au cours d'un atelier national regroupant l'ensemble des parties prenantes. Le #PAGOF a soutenu ce processus en assurant la formation des facilitateurs sur les consultations publiques, la réalisation et la diffusion de bandes annonces TV et radio en langues locales, puis le déploiement des facilitateurs et la tenue des 13 consultations publiques réunissant plus de 400 participants à travers tout le pays.

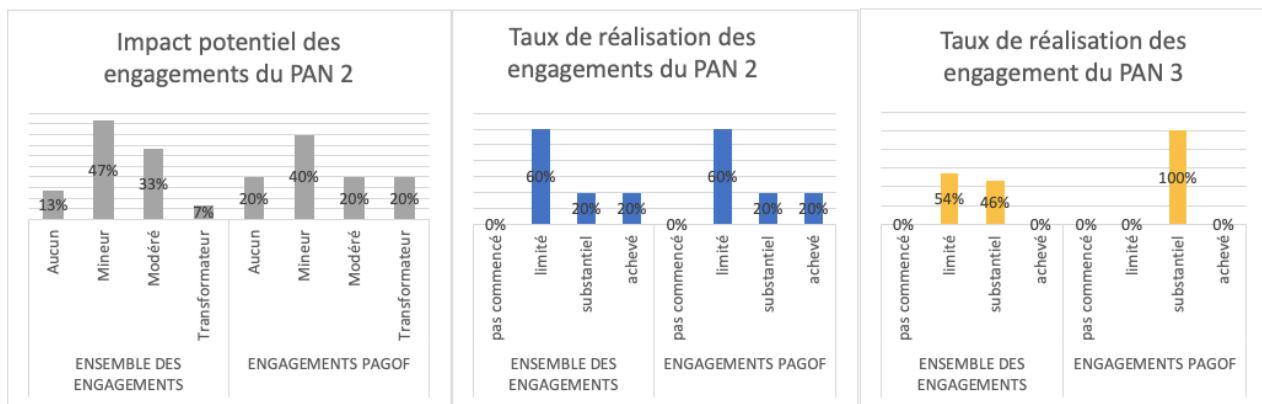
2.4.3 Contribution du #PAGOF à l'avancement des engagements PGO

Le second résultat attendu du projet est de **renforcer les capacités techniques sur des engagements spécifiques** des Plans d'Actions Nationaux dans les 3 pays appuyés par le #PAGOF. Ainsi, le taux de réalisation des engagements des trois pays et la comparaison de leur avancement avec les autres engagements ont été défini comme indicateurs de résultats.

Ces indicateurs doivent toutefois être **interprétés prudemment**, comme un indice probable de contribution du projet au résultat attendu sans en constituer la preuve unique, en raison : i) de l'écart d'attribution et de **l'importante chaîne de responsabilités** et de contributions dans la réalisation des engagements, ii) du **peu d'informations actualisées disponibles**, les rapports indépendants du PGO IRM n'étant publiés que très tardivement par rapport aux calendrier des PAN et du #PAGOF, et iii) de l'ensemble des **facteurs externes** au projet pouvant faire avancer ou freiner la réalisation des engagements (politiques, sociaux, sanitaires, etc.).

Le rapport intitulé « effets du projet » réalisé par l'IRAM qui appuie le #PAGOF dans sa démarche de suivi-évaluation permet toutefois de dégager quelques pistes et éléments d'éclairage intéressants. Des tableaux détaillants les engagements des différents PAN, leurs impact potentiels et leurs degrés d'avancement en lien avec les activités d'appui du #PAGOF sont également présentés en Annexe de ce rapport, et les quelques éléments d'analyse suivants peuvent en être dégagés :

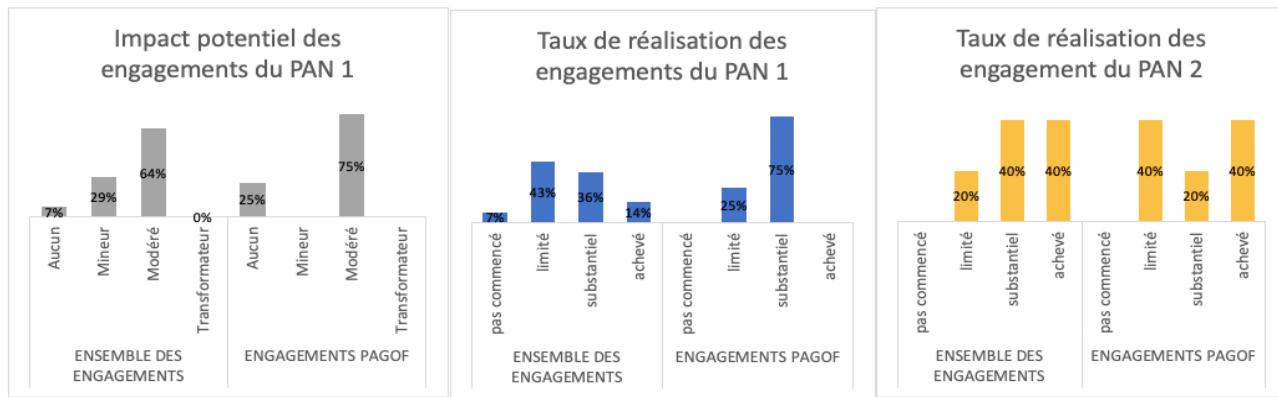
TUNISIE



Dans la mesure où le projet #PAGOF n'a réellement démarré ses activités qu'à partir de 2018 - avec très peu d'actions sur la première année en raison des retards pris, notamment pour la signature des conventions - il paraît **peu probable** que ce dernier ait eu un **impact significatif sur la réalisation des engagements du PAN 2** (2016-2018). Il est toutefois intéressant de noter que, sur les 5 engagements appuyés par le #PAGOF (2, 3, 4, 6, 7) 1 est considéré comme ayant un impact potentiel transformatif, 1 modéré, 2 mineurs et 1 sans impact.

Également, sur les 5 engagements du PAN 3 (2019-2020) appuyés par le #PAGOF, la totalité connaît un taux de réalisation substantiel, dont 2 ayant été complétés en 2021, selon le rapport IRAM provisoire pour 2018-2020, montrant que la réalisation des engagements appuyés par le #PAGOF a globalement avancé plus vite que celle des autres engagements. L'appui du #PAGOF est cité dans ce rapport pour sa contribution à l'engagement 1 sur le droit d'accès à l'information.

COTE D'IVOIRE



Concernant les 14 engagements du PAN 1, le mécanisme d'évaluation indépendant estime que 64% ont un impact modéré, 7% sans impact, 29% avec un impact mineur et 0% avec un impact transformateur, alors que parmi les engagements soutenus par le projet, 1 engagement est considéré comme n'ayant aucun impact sur le gouvernement ouvert, tandis que les trois autres sont considérés comme ayant un impact modéré, comme la grande majorité des engagements.

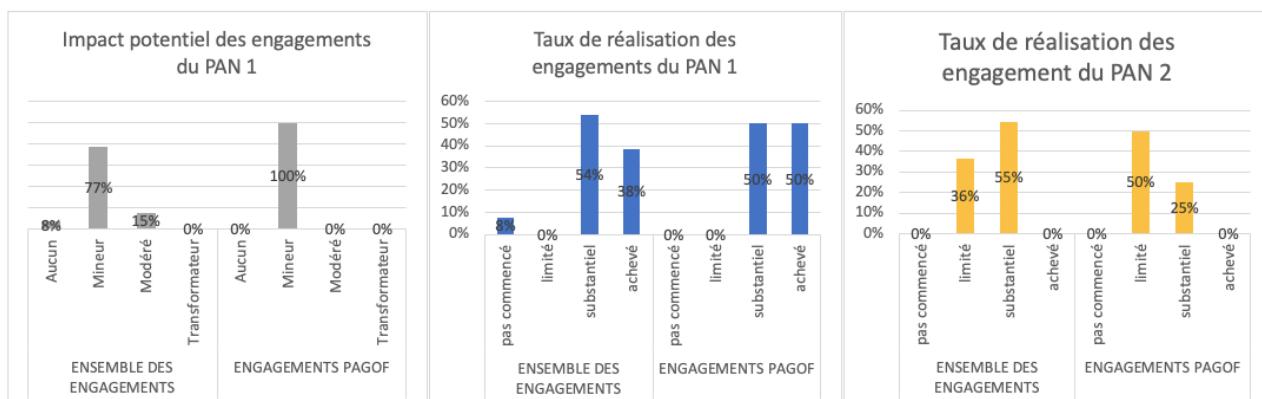
L'engagement 4 (publication des documents d'exécution du budget) avait été réalisé à mi-parcours, avant l'appui effectif du #PAGOF, puis a été évalué comme limité en fin d'étape. L'engagement 9 (Rendre opérationnel le guichet virtuel de l'administration publique) n'a pas vu d'avancée significative, par contre les engagements 13 (CLCR - Comités communaux de lutte contre le racket) et 14 (budget participatif) semblent témoigner d'un niveau d'avancement substantiel, permettant de faire l'hypothèse que le #PAGOF a pu contribuer à « accompagner efficacement une dynamique déjà engagée ».

Si l'on compare globalement les taux d'avancements des engagements du PAN 2 soutenus par le #PAGOF et ceux qui n'ont pas bénéficié de ce soutien, il n'y a pas de différence substantielle qui permettrait de supposer que le #PAGOF a permis aux engagements soutenus d'avancer plus vite que les autres.

Cependant, dans le détail, les actions menées dans le cadre de l'appui à l'engagement 6 sur le budget participatif ont très certainement contribué à son avancement, considéré comme substantiel dans le rapport d'auto-évaluation de la Côte d'Ivoire avec, selon les interlocuteurs rencontrés, un impact réel dans l'amélioration du dialogue et l'identification des besoins réels des populations.

Il est également à noter que le #PAGOF est régulièrement mentionné dans le cadre du rapport d'auto-évaluation, comme contributeur et partenaire de la Côte d'Ivoire.

BURKINA FASO



Les 4 engagements du PAN 1 accompagnés par le #PAGOF¹⁶ sont considérés comme ayant un impact potentiel « mineur » comme la très grande majorité des autres engagements (77%).

Le rapport « Effets du projet » mentionne que « *sans information sur le degré d'avancement, il s'avère impossible de dire que le #PAGOF a permis ou non un rythme d'avancement plus élevé que pour les autres engagements ou de meilleurs résultats* » d'une part, mais que le #PAGOF est cité à « *de nombreuses reprises dans le Rapport du mécanisme d'évaluation indépendant 2017 – 2019 comme étant un levier de mise en œuvre de certaines activités en lien avec les engagements* », d'autre part.

Dans le détail, l'engagement n°5 du PAN 1 sur le dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein des départements ministériels est considéré comme achevé par le rapport d'autoévaluation, sans qu'il ne soit possible de statuer sur l'apport concret du #PAGOF à sa réalisation.

L'engagement 11 sur la publication de données ouvertes est également considéré comme achevé mais, selon le rapport de l'IRAM, le #PAGOF « *n'était pas le seul partenaire à influer sur cet engagement (Banque mondiale et ODI), aussi sa contribution est compliquée à évaluer, néanmoins il semblerait que son rythme de mise en œuvre soit appréciable* ».

Et, finalement, la réalisation de l'engagement 13 du PAN 1, relatif aux Espaces de Dialogue et d'Interpellation Communautaire (EDIC) et à la gestion du budget communal, est évaluée comme « *substantielle* » et les retours des parties prenantes rencontrées au Burkina Faso semblent indiquer que le #PAGOF a effectivement contribué à la réalisation de cet engagement.

2.4.4 Degré de diffusion des expériences #PAGOF dans la sphère PGO

Concernant le degré de diffusion des expériences #PAGOF dans la sphère du PGO et la capacité à dégager des enseignements transversaux, il est nécessaire de noter qu'avant le projet et l'adhésion de la France au PGO, l'initiative était essentiellement anglophone. La documentation en français était inexistante et il n'y avait aucun interlocuteur francophone dans l'équipe de la *Support Unit PGO*.

L'arrivée du **coordinateur régional PGO a facilité cette intégration des pays d'Afrique francophone à l'initiative**, entraînant une **meilleure visibilité** de ces pays au sein de l'initiative. A partir de 2019, les expériences de pays d'Afrique francophone sont citées dans les rapports du secrétariat du PGO, le site Internet et les rencontres mondiales¹⁷.

De même, une des recommandations de l'initiative étant de développer des sites internet PGO au niveau de chaque pays, les trois pays, appuyés par le #PAGOF, ont lancé leurs sites, qui font partie des meilleurs exemples de site Internet PGO¹⁸.

Il s'agit donc d'un **net progrès**, mais qui reste à consolider et approfondir dans une sphère PGO qui demeure essentiellement anglophone et hispanophone, si l'on observe par exemple la proportion des pays cités en exemple dans les rapports annuels du PGO.

Les bonnes pratiques et enseignements transversaux présentés lors des séminaires régionaux du #PAGOF à Tunis (novembre 2018) et Abidjan (novembre 2019) ont été restitués au travers des « Guides sur les bonnes pratiques en Afrique francophone », disponibles sur le site du #PAGOF, permettant de capitaliser sur ces échanges d'expérience et de partager de façon synthétique et concrète les expériences réussies dont peuvent s'inspirer les autres pays de la région.

¹⁶ ENG. 5 : Dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein des départements ministériels, ENG. 7 : comités citoyens de lutte contre le racket dans les services publics de la santé, ENG 11 : Open data et ENG 13 : EDIC sur la gestion du budget communal)

¹⁷ Participation du PAGOF à la session sur le PGO en Afrique francophone au Sommet d'Ottawa.

¹⁸ Entretien du 24 juin avec M. Ngom, coordinateur de l'Unité de support PGO à Dakar

L'adhésion de nouveaux pays d'Afrique Francophone au sein du PGO

Alors qu'un seul pays africain était membre fondateur du PGO en 2011, plusieurs autres pays d'Afrique anglophone ont rapidement rejoint l'initiative (Ghana, Kenya et Liberia en 2011, Sierra Leone et Malawi en 2013). La Tunisie est le premier pays d'Afrique francophone à avoir adhéré au PGO en 2014 et depuis 2018, le PGO compte 14 pays africains membres, dont 6 sont francophones.

Depuis le démarrage du projet #PAGOF, le Maroc, le Sénégal et les Seychelles ont intégré l'initiative. Pour ces pays, le #PAGOF, à travers son axe d'intervention régionale, a donc pu accompagner **une dynamique déjà largement amorcée**.

Éligibilité des pays d'Afrique francophone¹⁹ :

Pays	2019				2020				Evolution
	Note	%	Eligibilité	Membre PGO	Note	%	Eligibilité	Membre PGO	
Algérie	6/16	38%	NON	NON	6/16	38%	NON	NON	→
Bénin	13/16	81%	OUI	NON	10/16	63%	NON	NON	↘
Burkina Faso	13/16	81%	OUI	OUI	10/16	63%	NON	OUI	↘
Burundi	4/16	25%	NON	NON	2/16	13%	NON	NON	↘
Cameroun	7/16	44%	NON	NON	7/16	44%	NON	NON	→
Comores	4/16	25%	NON	NON	4/16	25%	NON	NON	→
Côte d'Ivoire	12/16	75%	OUI	OUI	12/16	75%	OUI	OUI	→
Gabon	4/12	33%	NON	NON	4/12	33%	NON	NON	→
Guinée	8/12	67%	NON	NON	4/12	33%	NON	NON	↘
Ile Maurice	6/12	50%	NON	NON	6/12	50%	NON	NON	→
Madagascar	9/16	56%	NON	NON	11/16	65%	NON	NON	↗
Mali	7/16	44%	NON	NON	6/16	38%	NON	NON	↘
Maroc*	12/16	75%	NON	OUI	12/16	75%	NON	OUI	→
Mauritanie	4/12	33%	NON	NON	4/12	33%	NON	NON	→
Niger	10/16	63%	NON	NON	12/16	75%	OUI	NON	↗
RCA	4/12	33%	NON	NON	4/12	33%	NON	NON	→
RD Congo	4/12	33%	NON	NON	9/16	56%	NON	NON	↗
Rwanda*	10/16	63%	NON	NON	12/16	75%	NON	NON	↗
Sénégal	12/16	75%	OUI	OUI	12/16	75%	OUI	OUI	→
Tchad	4/16	25%	NON	NON	4/16	25%	NON	NON	→
Togo	8/12	67%	NON	NON	8/12	67%	NON	NON	→
Tunisie	13/16	81%	NON	OUI	11/16	69%	NON	OUI	↘

Concernant l'indicateur « nouvelles adhésions au PGO de Pays d'Afrique Francophone », la contribution du #PAGOF est qualitative et doit être interprétée comme faisant partie d'un **faisceau complexe de facteurs**. Des éléments illustrent toutefois l'initiation ou le renforcement de dynamiques nationales vers un processus d'adhésion, à la faveur du projet.

A titre d'exemple, les participants du Cameroun au séminaire régional de Tunis ont décidé de mettre en place un groupe de travail pour l'adhésion au PGO.

2.4.5 Établissement d'un véritable cadre de dialogue et de collaboration entre administration et société civile

Un des impacts forts du #PAGOF cité par la quasi-totalité des acteurs rencontré et la contribution à l'établissement ou au renforcement d'un **cadre de dialogue et de collaboration entre les parties prenantes de l'administration et de la société civile**. Ce cadre de dialogue, inhérent à la méthodologie PGO a été systématiquement appliqué dans le cadre du projet et a permis aux acteurs de mieux se connaître, de se

¹⁹ [OGP Eligibility Database](#)

comprendre et de travailler ensemble dans une logique de co-création, avec des résultats très intéressants. Le cas du processus de co-création du PAN au Burkina Faso, évoqué précédemment, constitue une bonne pratique dans ce domaine.

En **Côte d'Ivoire**, l'élaboration du premier PAN n'a pas été réalisée de concert par la société civile et l'administration mais, grâce à l'appui du #PAGOF les choses ont évolué pour le second. La société civile a pu désigner elle-même ses représentants dans le Comité Technique, un dialogue constructif s'est établi pour une véritable co-création. Dans le cadre du PAN 3, une majorité des engagements retenus sont des engagements qui ont été proposés par la société civile.

En **Tunisie**, si des tensions ont pu exister au sein du comité technique, cela est présenté comme étant normal et non problématique par les acteurs consultés – chacun étant dans son rôle et défendant des intérêts parfois divergents.

Le fait de rassembler des représentants de l'administration et de la société civile dans l'ensemble des activités a également permis d'approfondir et de pérenniser cette collaboration.

Le maire du 10^{ème} arrondissement de la commune de Ouagadougou témoigne par exemple des échanges importants qu'il a pu avoir avec des journalistes burkinabés dans le cadre du #PAGOF, à la fois pour renforcer sa propre compréhension et communication avec les médias mais également pour permettre aux journalistes de mieux comprendre le fonctionnement des administrations et services publics, et donc d'améliorer l'information disponible et, *in fine*, la transparence et la redevabilité.

2.4.6 Une nouvelle dynamique régionale PGO au sein des pays d'Afrique francophone

« *Une des principales réussites du projet #PAGOF est d'avoir pu créer et dynamiser une communauté de pratique francophone autour du PGO (...) et cette communauté existe exclusivement et entièrement grâce à l'appui du #PAGOF* ».²⁰

Le second impact majoritairement cité par les parties prenantes interrogées est la **création de cette dynamique régionale**, principalement au travers des séminaires régionaux annuels.

Il s'agit d'un **apport important pour les pays qui sont demandeurs de ces échanges au niveau régional**, pour pouvoir profiter de l'expérience de pays plus avancés qu'eux en matière de méthodologie PGO ou dans un secteur donné, mais également de pouvoir valoriser leurs réalisations et avancées auprès de leurs pairs, dans le cadre d'un **dialogue sud-sud**.

« *L'atout principal du #PAGOF est son contexte multilatéral, avec des échanges entre plusieurs pays, essentiellement sud-sud, dont certains sont plus avancés sur certains aspects et d'autres pays qui sont nouveaux dans le processus. En participant au projet, nous voulions aussi transférer notre expertise à d'autres pays africains, soit déjà membres, soit qui souhaitent adhérer à l'initiative* ».²¹

L'échange, l'émulation et la valorisation de « **champions** » du **PGO** au sein de la région permettent aux pays de devenir plus ambitieux dans le cadre de leurs PAN, en termes de co-création et d'acteurs mobilisés. Cela permet d'élever le curseur des ambitions de chaque membre et de motiver les potentiels candidats.

2.4.7 Des programmes d'activités calqués sur les PAN qui limitent une intervention thématique à plus long terme

Un élément identifié comme ayant pu **limiter l'impact du projet** a été l'effet de « **saupoudrage** » de certaines activités, avec une approche « à la carte » très fortement liée aux activités prévues dans les engagements des PAN. Le projet ayant finalement un budget par pays et par résultat assez limité au vu de ses objectifs, le

²⁰ Entretien du 24 juin avec M. Ngom, coordinateur de l'Unité de support PGO à Dakar

²¹ Entretien du 18 juin avec M. Khaled Sellami, point focal administration en Tunisie

fait de ne mener que quelques activités isolées sur plusieurs engagements différents n'a pas toujours permis un travail en profondeur contribuant à un véritable changement.

A contrario, les exemples pour lesquels le #PAGOF s'est concentré sur un nombre plus réduit d'engagements, en menant une suite logique d'activités cohérentes entre elles, ont montré beaucoup plus de résultats en termes d'impact (travail sur les données ouvertes dans le secteur du transport en Tunisie, sur les budgets participatifs en Côte d'Ivoire, entre autres) et devraient donc, de l'avis des opérateurs mais aussi des points focaux interrogés, être privilégiés.

2.4.8 Vers une meilleure intégration des journalistes dans la dynamique PGO

Si la contribution du projet au renforcement du dialogue et de la collaboration entre l'administration et la société civile a été largement saluée dans les 3 pays « gouvernement ouvert », il semble que ces **occasions d'échange aient été moins importants pour les représentants des médias**.

Les médias sont pourtant un acteur essentiel du processus PGO, et leur compréhension des enjeux du gouvernement ouvert, des mécanismes du PGO, ainsi que de la technicité des engagements pris par l'administration est cruciale pour informer la population générale d'une part et tenir les institutions porteuses d'engagement comptables de leurs actions, d'autre part.

Plusieurs activités du #PAGOF ont visé directement les journalistes - comme c'est le cas avec le 10^{ème} arrondissement de la commune de Ouagadougou évoqué précédemment - et ont permis de sensibiliser un certain nombre d'entre eux aux principes et valeurs, ainsi qu'aux techniques d'exploitation des données publiques et du journalisme d'investigation, avec des retours très positifs. Pourtant, leur **participation aux instances de coordination et co-création restent limitée**, selon les différents points focaux de l'administration et de la société civile des trois pays cible interrogés.

2.5 Durabilité

Adhésion des parties prenantes	Mesure dans laquelle toutes les parties prenantes ont non seulement été consultées, dès le départ, sur les objectifs visés et les ont approuvés, mais ont continué de les soutenir
Apprécier la pérennité des actions mises en œuvre	Est-ce que les bénéfices nets du projet perdureront ou sont susceptibles de perdurer après le projet ? Existe-t-il des « acquis » notamment au niveau de l'axe 1 transversal et de l'axe 2 technique, qui ne nécessiteraient plus de soutien dans une phase 2 ? Quels aspects méritent d'être consolidés ? Quelle connaissance élargie des actions « sectorielles » du PAN au-delà des COPIL PGO dans chacun des pays ?
Peut-on parler aujourd'hui d'une culture du gouvernement ouvert ?	Comment cette culture a-t-elle progressée ? Quelle appréciation par les ministères sectoriels de l'opportunité du PGO par rapport à l'évolution du partage des données et de la digitalisation de leurs administrations et services aux citoyens ?
La viabilité financière	Les services fournis sont-ils susceptibles de le rester après la fin du financement ? La prise en charge de certains frais est-elle assurée ?
La visibilité	Quelle visibilité et quelle connaissance du soutien de la coopération française au PGO ?

Il ressort globalement des entretiens menés que les parties prenantes ont non seulement été consultées, dès le départ, sur les objectifs du projet, les ont approuvés, mais continuent également de les soutenir. Les retours sur le projet sont très positifs et montrent - y compris dans les critiques et recommandations d'amélioration - une **forte adhésion à ses objectifs, voir un sentiment d'appartenance**, qui expliquent une exigence et des attentes également très fortes. L'implication des parties prenantes et leur adhésion au programme constituent les fondations nécessaires pour garantir la durabilité des actions engagées.

D'autres éléments de durabilité permettent de solidifier ces bases :

- **Un premier cercle de parties prenantes** formées et acquises aux principes et valeurs du PGO, notamment en termes d'approches participatives et de co-création ;
- **De outils créés**, la diffusion de bonnes pratiques, des relations interpersonnelles et institutionnelles établies qui permettront de poursuivre les échanges au-delà du projet #PAGOF.

En termes de progression, des marges sont identifiées pour :

- **Améliorer la viabilité financière** en favorisant une dynamique de soutien au PGO auprès d'autres partenaires techniques et financiers, en menant un plaidoyer pour davantage d'engagements financiers des États dans les lois de finance en soutien au PGO, et en renforçant encore la coordination avec le PGO ;
- **Renforcer la visibilité du projet** et du soutien de la coopération française à l'initiative PGO ;
- Mener une **réflexion avec l'ensemble des acteurs sur la durabilité institutionnelle** et les modalités de l'appui de la France à la dynamique PGO dans les pays cibles, au-delà du projet #PAGOF.

De manière plus précise, cette analyse se fonde sur les éléments suivants :

2.5.1 Un premier cercle d'acteurs formés et acquis aux principes et valeurs du PGO

A la question, « peut-on parler d'une culture de gouvernement ouvert ? » dans les trois pays d'intervention du #PAGOF, les réponses varient d'un interlocuteur et d'un pays à l'autre mais tous s'accordent sur i) la **progression importante de cette culture au sein du cercle des acteurs du PGO** dans chaque pays et ii) sur le chemin encore à parcourir en termes **d'élargissement de la connaissance des principes** et de la méthodologie PGO au sein de l'administration, de la société civile et des médias.

Cette base d'acteurs est un **socle solide nécessaire** à cette diffusion et les acteurs rencontrés étaient tous de fervents ambassadeurs de la méthodologie PGO, comme outil puissant de gouvernance qui peut potentiellement s'appliquer à d'autres domaines et servir de modèle pour la gestion publique en générale.

Les acteurs de la société civile au Burkina Faso ont, par exemple, souligné qu'avec le contexte national sécuritaire, un risque de désengagement sur les questions de transparence, de lutte contre la corruption ou de participation citoyenne était possible, alors que ces questions sont directement liées et que de faire avancer les valeurs du PGO serait un moyen efficace et durable de lutter contre l'insécurité et la radicalisation.

« *Les valeurs portées par le PGO sont les fondements de tout développement juste, durable, inclusif, etc. Il s'agit de la base, et c'est pour cela qu'il est essentiel de communiquer sur ces valeurs.* »²²

2.5.2 Des outils et des bonnes pratiques qui perdureront au-delà du projet

Un autre aspect durable du projet sont les outils créés, ainsi que le **développement et la diffusion des bonnes pratiques**.

Par exemple, le Burkina Faso a pu développer un **mode opératoire de co-création de ses PAN** dont d'autres pays peuvent aujourd'hui s'inspirer. Les acteurs ont pu mobiliser les communautés locales, mener des campagnes en langues locales et possèdent aujourd'hui une feuille de route « type » qui peut être déroulée pour la co-création de chaque PAN. Il s'agit d'un acquis important et durable.

Au Burkina Faso également, le **soutien aux Espaces de Dialogue et d'Interpellation Communautaire (EDIC)** - à travers une réflexion sur un dispositif type, une méthodologie pour une information budgétaire accessible aux citoyens, et la création d'un guide sur la publication des données budgétaires - est une action dont les effets positifs vont perdurer au-delà du projet. Également parce que ce dernier a su capitaliser sur une initiative déjà existante, au lieu de créer un dispositif *ex nihilo*.

²² Entretien du 29 juin avec M. Etienne Kaboré, point focal de l'administration publique au Burkina Faso

Les plateformes en ligne ont été maintes fois cités comme un des atouts du projet #PAGOF. Dans les trois pays d'intervention, l'appui à la création d'outils technologiques concrets - comme les plateformes de consultation publiques ou plateformes de collecte et de traitement des plaintes dans les services publics - a été mentionné comme un des facteurs de durabilité potentiels, à inclure aux côtés des activités de renforcement de capacités.

2.5.3 Trop peu de visibilité du #PAGOF et du soutien de la coopération française au PGO

Les interlocuteurs rencontrés ont majoritairement souligné que le #PAGOF n'était que **très peu connu au-delà du cercle direct** des acteurs et bénéficiaires du projet, et ont unanimement recommandé de renforcer cet aspect.

De nombreux efforts ont pourtant été faits en matière d'outils et de supports de communication (site Internet, réseaux sociaux, publications) mais, si l'information est généralement disponible et accessible, elle n'est **pas suffisamment diffusée**, même auprès des acteurs qui seraient directement concernés.

Le nouveau point focal de la société civile en Tunisie a par exemple souligné n'avoir jamais entendu parler du #PAGOF avant de prendre ses fonctions, alors qu'elle était déjà active au sein d'une association, l'Association Tunisienne de Contrôleurs Publics (ATCP), directement en lien avec les thématiques du PGO.

Au-delà de la valorisation du projet et du soutien de la coopération française, ce manque de visibilité du projet reflète également la trop faible visibilité et connaissance du PGO dans les pays de la région auprès des acteurs de l'administration, de la société civile et également des PTF.

2.5.4 Viabilité financière et institutionnelle

En lien direct avec ce manque de visibilité du projet et de connaissance du gouvernement ouvert par les PTF présents dans les 3 pays d'intervention, vient leur **faible implication dans le processus PGO**. Certains déclarent « ne pas faire de gouvernement ouvert » par méconnaissance des principes portés par ce dernier et le #PAGOF est donc souvent le seul acteur à intervenir directement en soutien aux engagements des PAN, dans le cadre du PGO. Cette position fragilise les acquis du projet, qui gagnerait à mieux coordonner et engager une plus grande variété d'acteurs dans cet appui.

Un élément crucial est également le financement des engagements par les États eux-mêmes, et **l'intégration de ces postes budgétaires dans les lois de finances**.

Enfin, dans la perspective d'une seconde phase de projet, il serait important de **mener une réflexion sur la durabilité institutionnelle des actions du #PAGOF** et les modalités de l'appui de la France à la dynamique PGO dans les pays cibles.

Est-ce que les instances de coordination créées ont vocation à perdurer au-delà du projet ? Quel rôle pour les coordonnateurs nationaux ? Est-ce qu'un **appui direct au PGO pourrait permettre le maintien des coordinateurs nationaux** et donc de continuer à animer cette dynamique, au niveau de chaque pays, sur les questions de méthodologie PGO, de co-construction des PAN et de coordination entre PTF ? Ces derniers pourraient en effet constituer des relais importants et nécessaires du PGO au niveau national.

Est-ce que la seconde composante du projet devrait passer par un **appui direct aux porteurs d'engagement** ? Les partenariats institutionnels initiés dans le cadre du projet constituerait pour cela une base solide.

Enfin, est-ce qu'un financement direct à la « *support unit* » PGO pourrait continuer à faire vivre cette **dynamique régionale** au sein des pays d'Afrique francophone ?

Si la nécessité de **poursuivre l'appui au travers du projet** a été mentionnée par la quasi-totalité des acteurs rencontrés dans le cadre de cette évaluation, il serait important d'initier cette discussion avec les parties prenantes et de prendre en compte leurs retours dans les modalités futures d'intervention.

3 Recommandations et pistes de réflexion

3.1 Recommandations stratégiques

Recommandation 1 : Poursuivre l'appui aux pays bénéficiaires du #PAGOF et l'étendre à d'autres pays ayant intégré l'initiative

L'appui au processus PGO dans les 3 principaux pays bénéficiaires du projet, la Tunisie, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, nécessite d'être **poursuivi sur une plus longue durée**. La dynamique initiée et les réformes en cours requièrent un investissement sur le long terme et certains des acquis demeurent fragiles, y inclus en termes de co-création des PAN.

Les niveaux et modalités d'intervention méritent d'être réévalués en fonction des pays :

- L'intervention en Tunisie, ayant adhérée depuis plus longtemps et bénéficiant de davantage d'appuis de différents PTF, pourrait être allégé, ou dirigé différemment en appui direct aux acteurs locaux, tout en s'appuyant sur leurs expériences au sein de la dynamique régionale.
- La continuité du soutien à la Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, plus récemment adhérents et ne bénéficiant pas d'autant d'appuis que la Tunisie, est fortement recommandée, le #PAGOF étant fréquemment cité comme un appui essentiel à la dynamique PGO dans ces deux pays.

Dans la mesure des possibilités financières, **intégrer d'autres pays nouvellement adhérents au PGO** pourrait aussi apporter une plus-value à cette dynamique d'échanges régionaux. La collaboration avec le Sénégal ayant montré des résultats très positifs jusqu'alors, son intégration dans une seconde phase de projet serait pertinente.

Recommandation 2 : Renforcer la coordination avec le PGO et avec les autres bailleurs intervenant sur les thématiques du gouvernement ouvert

La coordination du #PAGOF avec le PGO n'a pas été évidente au démarrage du projet. Elle s'est construite progressivement suite à la nomination d'un coordinateur francophone au sein de la *Support Unit PGO*, permettant l'établissement de ponts entre les deux, et une collaboration plus efficace. Les recommandations des opérateurs ainsi que de l'ancien coordinateur PGO vont dans le sens d'une **intégration encore plus importante entre les actions du #PAGOF à la stratégie régionale PGO d'une part, et d'une collaboration plus directe avec le secrétariat du PGO au niveau global pour être en mesure d'en influencer l'agenda, d'autre part**.

La **coordination avec les autres bailleurs** intervenants sur les thématiques du gouvernement ouvert est également un élément crucial de pérennisation et de renforcement de l'impact du #PAGOF, et plus globalement du PGO. Mais sans représentations nationales, ce dernier n'est pas en mesure d'animer de tels espaces de coordination, et les coordonnateurs du #PAGOF ont été trop absorbés dans l'organisation des activités pour prendre pleinement ce rôle de représentation et impulser une dynamique locale intéressante.

En lien direct avec la recommandation opérationnelle n°10, il s'agirait donc de **renforcer les moyens humains du #PAGOF sur le terrain** afin de mener cet effort de coordination.

Les agences locales de l'AFD pourraient également, en étroite collaboration avec les coordinateurs nationaux, contribuer à initier et/ou à faciliter cette dynamique. Cela permettrait également de **mieux coordonner les actions du #PAGOF avec les autres actions sectorielles financées par l'AFD**, dans chacun des trois pays.

Recommandation 3 : Poursuivre l'appui financier à la société civile pour la mise en œuvre de projets ou micro-projets liés à la réalisation des engagements

Les **appels à projet à destination des organisations de la société civile devraient être poursuivis et étendus** à plus d'organisations, sur des thématiques relatives aux orientations stratégiques du projet et en appui aux engagements des PAN. Cela permettrait d'engager davantage la société civile dans le processus PGO, au-delà des seuls membres des Comités Techniques.

Une approche de financements via des **appels à projets restreints lancés à la suite des activités de renforcement de capacité à destination de la société civile et / ou des médias** pourrait être intéressante pour permettre aux participants de mettre directement en pratique les compétences acquises en termes de plaidoyer, mobilisation citoyenne ou sensibilisation aux principes et valeurs du PGO ou encore pour le développement d'outils concrets liés au gouvernement ouvert (applications, plateformes, etc.). Un **accompagnement méthodologique et/ou de gestion** pourrait être envisagé pour les structures les moins solides ou expérimentées.

Recommandation 4 : Se concentrer sur un nombre réduit de thématiques

Comme détaillé précédemment, le fait d'être trop lié aux activités précises contenues dans les engagements des différents PAN a pu favoriser l'éparpillement des actions et donc en limiter l'impact.

Il est donc recommandé de **favoriser une intervention plus en profondeur sur un nombre restreint de thématiques** – une ou deux par pays d'intervention - liées aux principes du PGO et correspondants aux priorités stratégiques des PAN, ainsi qu'aux tendances au niveau global, pour davantage de flexibilité et une périodicité plus longue (déconnectée de 2 ans des PAN).

Cela permettrait également **plus de flexibilité vis-à-vis des engagements des PAN** qui ne sont pas toujours formulés spécifiquement, ni pertinents ou avec un bon niveau d'impact (voir critères d'évaluation des engagements du PGO).

Recommandation 5 : Poursuivre et renforcer l'appui à la dynamique régionale

Véritable succès et valeur ajoutée du projet #PAGOF, cette **dynamique régionale devrait être poursuivie et renforcée** car elle contribue très fortement à l'un des objectifs du projet qui est de valoriser, au niveau régional, les bonnes pratiques et expériences réussies de plusieurs pays d'Afrique francophone dans la mise en place de mécanismes et d'outils de gouvernement ouvert dans l'optique de créer une dynamique et un effet d'entraînement de ces pays vers le PGO.

La totalité des interlocuteurs rencontrés dans le cadre de cette évaluation a souligné l'apport de ces rencontres et sollicité davantage d'activités entre les séminaires régionaux qui permettraient de faire vivre cette dynamique entre les temps fort des rencontres régionales.

Des **activités en ligne**, webinaires, MOOC, visites d'étude plus fréquentes ou ateliers régionaux thématiques plus restreints en nombre de participants pourraient être envisagées dans ce sens.

Recommandation 6 : Se concentrer sur le niveau local

Une recommandation de plusieurs acteurs, aussi bien de la société civile, de l'administration que des opérateurs et PTF, est de se concentrer encore davantage sur **le niveau local, les collectivités territoriales, les municipalités**, qui sont un échelon intéressant pour travailler sur les questions de participation, de transparence et de redevabilité, notamment dans les contextes de décentralisation de l'organisation de l'Etat.

En effet, les principes promus par le PGO peuvent paraître abstraits ou déconnectés de la réalité et des besoins primaires des communautés locales. Travailler avec les collectivités permet de faire un lien direct

entre la **promotion de ces principes et l'amélioration de la vie quotidienne des populations** en améliorant l'accès et la qualité des services publiques de proximité (services municipaux, services de santé, etc.). Par ailleurs, le PGO a récemment renouvelé son programme PGO Local, qui connaît actuellement une dynamique importante. Le #PAGOF pourrait donc investir davantage sur cette thématique, en Tunisie mais également dans les autres pays d'Afrique subsaharienne.

3.2 Recommandations opérationnelles

Recommandation 7 : Valoriser davantage l'expertise nationale et régionale

Faire davantage appel à l'**expertise nationale ou régionale** – ce qui a globalement progressé à la faveur de la crise sanitaire – devrait être systématisé, à moins que l'expertise spécifique ne soit pas disponible localement. Ainsi les TDR pour intervenants, formateurs, chercheurs devraient viser en priorité les acteurs au niveau local.

En dehors des experts français ou internationaux apportant une technicité qu'il n'est pas possible de mobiliser au niveau national, les acteurs recommandent de **recruter en priorité des formateurs et intervenants nationaux** qui connaissent mieux le contexte et les problématiques propres à ce dernier et sont donc plus à même de répondre aux attentes des participants.

Recommandation 8 : Renforcer la visibilité du projet

La communication est un élément central de la communauté PGO, pour sensibiliser aux valeurs du gouvernement ouvert, partager ses expériences et son expertise mais aussi communiquer sur les besoins pour obtenir de l'appui. **Renforcer la visibilité du #PAGOF** permettrait aux pays de bénéficier de ces trois effets, auprès des parties prenantes, des populations et des partenaires techniques et financiers. Il s'agit également de permettre plus de visibilité et donc d'influence des pays d'Afrique francophone au sein de la communauté PGO.

Ce travail est à réaliser de concert avec le PGO d'une part, mais aussi en s'appuyant sur les relais de la société civile et des médias dans chaque pays, qui seront les meilleurs ambassadeurs du projet et des principes du PGO auprès d'un plus large public.

Un **travail d'information** est également à mener auprès des représentations nationales des PTF dans les pays d'intervention, pour une meilleure visibilité de l'intervention française et coordination avec l'ensemble des acteurs travaillant sur des thématiques similaires.

Recommandation 9 : Réduire le nombre d'activités planifiées chaque année

Les Plans d'Action Annuels par pays du #PAGOF comprennent un nombre très important d'activités, dont certaines ont été reportées d'une année sur l'autre ou n'ont pu être réalisées. Directement lié à la recommandation stratégique n°4 de concentrer l'intervention du #PAGOF sur un nombre limité de thématiques, cette recommandation 9 consiste donc à préconiser une **planification annuelle moindre d'activités, avec une approche par « groupe » d'activités** présentant une continuité logique et cohérente.

L'indicateur consistant à mesurer le taux de réalisation annuelle des activités pourrait aussi être revu sur une périodicité plus longue, pour plus de flexibilité au regard du contexte de mise en œuvre du projet.

Recommandation 10 : Donner plus de responsabilités et de moyens aux coordinateurs nationaux

La première phase de projet ayant montré les limites d'une gestion trop centralisée au niveau du siège des opérateurs, un rééquilibrage et redistribution des responsabilités entre siège et terrain pourrait améliorer l'efficacité du projet, en donnant **davantage de responsabilités, d'autonomie et de moyens aux coordinateurs locaux** dans la gestion du projet.

Recommandation 11 : Limiter l'appui à la méthodologie et élaboration des PAN aux nouveaux pays adhérents

L'appui du #PAGOF à la méthodologie d'élaboration des PAN, ainsi qu'à son déploiement pourrait se limiter aux nouveaux pays adhérents au PGO.

En effet, une fois la feuille de route établie et appliquée une fois, les pays devraient prendre en charge directement le processus d'élaboration de leur PAN. Il s'agit de l'un des engagements pris dans le cadre de leur adhésion, et pour lequel un projet tel que le #PAGOF n'aura pas de valeur ajoutée spécifique, une fois la méthodologie diffusée et acquise.

Recommandation 12 : Renforcer le travail avec les journalistes

Renforcer les activités à destination des journalistes et représentants des médias et/ou les lier davantage aux autres interventions de CFI à destination des médias permettrait de renforcer leurs connaissances des principes du gouvernement ouvert et leur participation à la dynamique PGO.

Recommandation 13 : Privilégier les activités et formations en résidentiel.

Le problème de la prise en charge des participants aux activités – qui a pu constituer un facteur bloquant en démarrage de projet, notamment au Burkina Faso – est également ressorti lors des entretiens de cette évaluation. Sans transiger aux principes prévalant aux procédures des opérateurs en matière de per diem et de prise en charge des frais de participation, **privilégier l'organisation de plus d'activités « en résidentiel »** a été cité comme une bonne solution par les représentants de la société civile ivoirienne.

Cela demande un budget par activité plus important mais permet par ailleurs de réduire les coûts économiques et écologiques du transport, d'assurer la prise en charge directe du logement et des repas, de réduire les coûts liés au retard des participants, tout en favorisant la cohésion de groupe et les occasions d'échanges informels autour de la thématique de l'activité.

Annexes

Annexe 1 : Chronogramme réalisé de l'évaluation

Activités	Sem. 17/05	Sem. 24/05	Sem. 31/05	Sem. 07/06	Sem. 14/06	Sem. 21/06	Sem. 28/06	Sem. 05/07	Sem. 12/07	Sem. 19/07
Phase de cadrage										
Réunion de cadrage										
Préparation de la note de cadrage										
Phase d'enquête										
Analyse Documentaire										
Collecte des données en France			A distance							
Collecte des données en Tunisie					A distance					
Collecte des données au Burkina Faso						A distance				
Collecte des données en Côte d'Ivoire							Mission			
Phase d'exploitation et de restitution des données										
Rédaction et remise rapport provisoire										
Réunion de débriefing										
Réajustement et remise rapport final										

Annexe 2 : Liste des personnes consultées

Bailleurs et partenaires français

Guilhem Arnal et, AFD Paris	Le 29 juin à 9h, Zoom
Melissa Arslan, AFD Paris	Le 29 juin à 9h, Zoom
Julie Baron, AFD Burkina Faso	Le 30 juin à 10h, Ouagadougou
Alexia Buzieux, AFD Côte d'Ivoire	Le 1 ^{er} juillet à 17h, Abidjan
Sarah Hayes, MEAE	Le 8 juillet à 16h30, Zoom

Opérateurs

Emilie BECLE et Julien Musseau, chef.fe.s de projet EF et CFI	Le 04 juin à 13h30, Zoom
Julie ABRIVARD, précédente cheffe de projet CFI	Le 15 juin à 17h, Zoom
Cedric Tapsoba, coordinateur #PAGOF au Burkina Faso	Le 28 juin à 8h, Ouagadougou
Nicole Nkoa, coordinatrice #PAGOF en Côte d'Ivoire	Le 22 juin à 17h30, Zoom
Asma Sabri, Coordinatrice #PAGOF en Tunisie	Le 03 juin à 16h, Zoom

Parties prenantes directes ou indirectes

Tunisie

Khaled Sellami, point focal administration	Le 18 juin à 14h00, Zoom
Rim Garnaoui, point focal administration,	Le 18 juin à 13h00, Zoom
Mouna Mekki, Point focal société civile	Le 04 juin à 17h30, Zoom
Nesrine Jelalia, Al Bawsala	Pas de réponse
Charfeddine YACOUBI, Association ONSHORE	Le 16 juin à 13h, Zoom
Hajer Trabelsi Toumi, INAI	Le 18 juin à 9h00, Zoom
Ridha ARJOUN, Ministère du Transport	Le 17 juin à 18h00, Zoom
Ahmed Ben Taarit, I WATCH	Le 16 juin à 11h30, Zoom
Aysha Karafi, ATGL	Le 18 juin à 16h30, Zoom
Intissar Arfaoui, experte indépendante	Le 16 juin à 14h30, Zoom

Burkina Faso

Etienne Kaboré, point focal administration	Le 29 juin à 15h, Ouagadougou
Sidi Barry, point focal administration	Pas disponible
Malick Lingani, Point focal société civile	Le 29 juin à 12h, Ouagadougou
Jérémie SAWADOGO, Maire de l'arrondissement 10	Le 29 juin à 10h, Ouagadougou
Amadou WANGRE, Coordonnateur de l'AMR	Le 28 juin à 10h, Ouagadougou
Aminata Sanou, Journaliste	Le 28 juin à 20h, Ouagadougou
Docteur Sanou, Inspection technique des services de santé	Le 29 juin à 19h, Ouagadougou
4 représentants des OSC membres du Comité technique	Le 29 juin à 13h, Ouagadougou

Côte d'Ivoire

Chantal Angoua, précédent point focal administration	Le 2 juillet à 11h, Abidjan
Mariama Kone, point focal administration	Le 2 juillet à 13h, Abidjan
Dago Lazare, DG de la décentralisation et du développement local	Pas de réponse

Julien Tingain, point focal société civile	Le 2 juillet à 9h, Abidjan
Jean-Jacques YAPO, DG de l'Union des villes et des Communes	Indisponible
Esther Adou-Coulibaly, Directrice de la Coopération HABG	Le 1 ^{er} juillet à 11h, Abidjan
Jean Ndouffou, Réseau Cep international	Le 1 ^{er} juillet à 15h, Abidjan
10 représentants de la Plateforme de la société civile ivoirienne	Le 2 juillet à 15h, Abidjan

Composante régionale

Cheikh Fall Mbaye, Point focal administration au Sénégal	Le 5 juillet à 11h, Zoom
Ousseynou NGOM, ancien coordonnateur régional de l'Unité de support PGO, basé à Dakar	Le 24 juin à 13h, Zoom
Tarik Neshnash, nouveau coordonnateur régional de l'Unité de support PGO, basé à Rabat	Pas de réponse

Autres organisations actives sur ces thématiques

Charlotte DENISE-ADAM, OCDE	Le 24 juin à 9h, Zoom
Melissa Deleron, Direction Interministérielle pour la transformation publique	Le 23 juin à 11h, Zoom

Annexe 3 : Documents consultés

Documents #PAGOF	Documents PGO
Documents contractuels <ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposition technique Expertise France ▪ Proposition technique CFI ▪ Proposition technique prolongation ▪ Convention AFD EF ▪ Convention AFD CFI ▪ Protocole d'accord EF - CFI 	Plans d'Action Nationaux <ul style="list-style-type: none"> ▪ Burkina Faso PAN 1 2017-2019 ▪ Burkina Faso PAN 1 2019-2021 ▪ Côte d'Ivoire PAN 2 2018-2020 ▪ Côte d'Ivoire PAN 3 2020-2022 ▪ Tunisie PAN 2 2016-2018 ▪ Tunisie PAN 2 2019-2020
Cadre Logique, S&E et évaluation à mi-parcours <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi cadre logique ▪ Note de cadrage suivi évaluation ▪ Guide de suivi évaluation ▪ Résultats des questionnaires d'enquêtes annuelles (8 questionnaires) ▪ Rapport d'évaluation à mi-parcours ▪ Rapport « Effets du projet » 	Rapports d'auto évaluation <ul style="list-style-type: none"> ▪ Burkina Faso – Rapport PAN 1 ▪ Burkina Faso – Rapport PAN 2 ▪ Côte d'Ivoire – Rapport PAN 1 ▪ Côte d'Ivoire – Rapport PAN 2 ▪ Tunisie – Rapport PAN 2
Programmes d'Activités Annuels – PAA <ul style="list-style-type: none"> ▪ PAA Tunisie 2018 – 2019 - 2020 ▪ PAA RCI 2018 – 2019 - 2020 ▪ PAA Burkina Faso 2018 – 2019 - 2020 	Rapport IRM <ul style="list-style-type: none"> ▪ Burkina Faso IRM PAN 1 ▪ Côte d'Ivoire IRM PAN 1 ▪ Tunisie IRM PAN 2
Rapports narratifs et présentations <ul style="list-style-type: none"> ▪ Présentation Comité de Coordination 2019 ▪ Présentation Comité de Coordination 2019 ▪ Présentation Comité de Coordination 2019 ▪ Rapports d'exécution #1 à 6 ▪ CR mission diagnostic BF ▪ CR mission diagnostic CI ▪ Memo offre technique Tunisie 	Notes admissibilité PGO <ul style="list-style-type: none"> ▪ Base de données éligibilité PGO 2010-2019 ▪ Memo on OGP Eligibility Scores Update ▪ Notes admissibilité Cameroun, Guinée, Ile Maurice, Madagascar, Niger, Togo, Bénin, Cameroun
Outils et documentation développés <ul style="list-style-type: none"> ▪ Site Internet ▪ Guides PAGOF des bonnes pratiques et expériences réussies en Afrique francophone ▪ Guide mettre en place les principes gouvernement ouvert au niveau local en Tunisie ▪ Supports de formation 	
Suivi budgétaire et financier <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport financier #6 ▪ Prévisionnel 2021 CFI ▪ Prévisionnel 2021 EF 	

Annexe 4 : Tableaux récapitulatifs de l'avancement des engagements par pays

TUNISIE

Engagements PAN 2 (2016-2018)	IRM PAN 2	Engagements PAN 3 (2018-2020)	IRM PAN 3	Activités PAGOF réalisées à déc. 2020
ENG 1: Rejoindre l'ITIE	Impact : Modéré Exécution: Limitée	ENG 6: Renforcer la transparence dans le secteur des Industries extractives	Exécution: Substantielle	
ENG 2 : Droit d'accès à l'information	Impact : transformatif Exécution: Limitée	ENG 1 : Renforcer le droit d'accès à l'information	Exécution: Substantielle	<ul style="list-style-type: none"> • 1 formations des chargées d"information au niveau local • Formation de journalistes et OSC sur la loi d'accès à l'information (1 session OSC et 1 journalistes)
ENG 3 : Open data national	Impact : Modéré Exécution: Substantielle	ENG 2 : Instaurer le cadre juridique et organisationnel facilitant l'ouverture des données publiques	Exécution: Substantielle	<ul style="list-style-type: none"> • 1 formation "Open Data" au niveau des ministères • 1 rapport d'inventaire des documents prioritaires • 2 ateliers d'initiation à l'Open Data dans 11 Ministères
ENG 4: Open data local / collectivités	Impact : Mineur Exécution: Limitée	ENG 11 : Instaurer le PGO au niveau local	Exécution: Substantielle (complété en 2021)	<ul style="list-style-type: none"> • Missions d'expertise et élaboration d'un Guide Pratique des Principes Open Gov pour les collectivités • 3 ateliers de sensibilisation des collectivités et des OSC aux principes du gouvernement ouvert
ENG 5: Améliorer la transparence dans le secteur de la culture	Impact : Mineur Exécution: complète	ENG 5: Améliorer la gouvernance des ressources en eaux	Exécution: Limitée	
ENG 6: Transparence secteur environnement et dev. durable	Impact : Aucun Exécution: Limitée	ENG 3 : Renforcer l'accès à l'information géographique	Exécution: Substantielle	<ul style="list-style-type: none"> • 3 sessions de formation à l'open data "données géo localisées et analyse géospatiale" pour le CNCT
ENG 7 : Transparence secteur des transports	Impact : Mineur Exécution: complète	ENG 4 : Normaliser et ouvrir les données des stations du transport terrestre	Exécution: Substantielle (complété en 2021)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 formation sur l'ouverture des données publiques statiques et "real time" dans le secteur des transports • 1 visite d'étude à Paris données ouvertes / transport
ENG 8 : Promouvoir la transparence financière et fiscale	Impact : Modéré Exécution: Limitée	ENG 7 : Appliquer les principes de l'open contracting dans le domaines des hydrocarbures	Exécution: Limitée	
ENG 9 : élaborer un cadre légal pour les pétitions citoyennes	Impact : Modéré Exécution: Limitée	ENG 8 : renforcement de l'intégrité dans le secteur public et à la lutte contre la corruption	Exécution: Limitée	
ENG 10 : Développer une plateforme en ligne pour les pétition et la lutte contre la corruption	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG 9 : Affermir la participation de la société civile dans la préparation du budget de l'Etat	Exécution: Limitée	
ENG 11 : promouvoir le dialogue et l'interaction avec les demandes et les préoccupations des jeunes	Impact : Mineur Exécution: Limitée	ENG 10 : promouvoir le dialogue et l'interaction avec les demandes et les préoccupations des jeunes	Exécution: Limitée	
ENG 12 : adopter un référentiel de la gouvernance « corporate » au niveau sectoriel	Impact : Aucun Exécution: Limitée	ENG 12 : Rapprocher les services publics du citoyen, par leur mise en ligne	Exécution: Limitée	
ENG 13 : applications mobiles pour la transparence et l'approche participative des actions gouvernementales	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG 13 : Faciliter l'accès aux services de la fonction publique	Exécution: Limitée	
ENG 14 : Améliorer l'accès aux archives	Impact : Modéré Exécution: Limitée			
ENG 15 : plateforme en ligne pour assurer la transparence dans le recrutement des fonctionnaires	Impact : Mineur Exécution: complète			

Sources: *IRM End of term report 2016-2018, IRM transitional Results 2018-2020*

COTE D'IVOIRE

Engagements PAN 1		IRM PAN 1 2016-2018	Engagements PAN 2 2018-2020	Auto évaluation	Activités PAGOF réalisées à déc. 2020
ENG 1 : Publier le nombre de carats	Impact : Mineur Exécution: Limitée	ENG 2 : Construire 80 établissements préscolaires communautaires	Exécution: Achevé		
ENG 2 : Comités de Développement Local Minier	Impact : Modéré Exécution: Limitée	ENG 3 : Adopter et vulgariser une loi sur la protection des dénonciateurs des actes de corruption et des infractions assimilées	Exécution: Substantiel		
ENG 3 : Mettre en ligne les textes fiscaux et douaniers	Impact : Modéré Exécution: Achevé	ENG 5 : Rendre effective la déclaration de patrimoine pour tous les assujettis conformément à la loi	Exécution: Substantiel		
ENG 4 : publication des documents d'exécution du budget	Impact : Aucun Exécution: Limitée	ENG 1 : Élaborer et publier un Budget Citoyen à partir de 2019	Exécution: Achevé	<ul style="list-style-type: none"> 1 Atelier de renforcement des capacités de vulgarisation des données budgétaires et communication 	
ENG 5 : Publication de l'exécution de la passation des marchés publics	Impact : Modéré Exécution: Achevée	ENG 8 : distribution des produits contraceptifs par les agents de santé communautaires	Exécution: Achevé		
ENG 6 : Interconnecter cinq universités et deux grandes écoles publiques	Impact : Modéré Exécution: Limitée	ENG 10 : Libéraliser l'espace télévisuel	Exécution: Substantiel		
ENG 7 : Créer l'université virtuelle de côte d'Ivoire	Impact : Modéré Exécution: Substantielle				
ENG 8 : Faciliter l'accès aux informations de l'Administration Publique	Impact : Mineur Exécution: Limitée				
ENG 9 : Portail Open Data	Impact : Mineur Exécution: Limitée	ENG 9 : Accroître l'impact de l'ouverture des données gouvernementales	Exécution: Limité	<ul style="list-style-type: none"> 3 ateliers d'initiation à l'open data 	
ENG 10 : Observatoire national sur la compétitivité	Impact : Mineur Exécution: Limitée				
ENG 11 : Promouvoir la loi d'accès à l'information	Impact : Modéré Exécution: Achevée				
ENG 13 : CLCR (Comités communaux de lutte contre le racket)	Impact : Modéré Exécution: Substantielle	ENG 7 : Lutter contre la corruption et le racket dans les collectivités ivoiriennes	Exécution: Achevé	<ul style="list-style-type: none"> 1 mission d'expertise sur la typologie des services communaux 1 guide des procédures administratives des services communaux 1 atelier de restitution et de présentation du guide Sensibilisation des agents publics locaux, élus et société civile sur la lutte contre le racket (10 communes) 	
ENG 14 : budget participatif	Impact : Modéré Exécution: Substantielle	ENG 6 : Promouvoir la démocratie participative dans les collectivités ivoiriennes	Exécution: Substantiel	<ul style="list-style-type: none"> 1 formation de formateurs méthodes du budget participatif 7 formation des élus et agents administratifs sur les principes et méthodes participatives du budget 7 ateliers d'éducation populaire au budget participatif dans 6 communes 	
ENG 15 : Créer et rendre fonctionnel un Observatoire national sur la qualité des services financiers	Impact : Modéré Exécution: Substantielle	ENG 4 : Développer une stratégie nationale d'intégrité avec un référentiel d'indicateurs de lutte contre la corruption	Exécution: Limité		

Sources : *IRM Rapport d'étape et rapport de fin d'étape 2016-2018, Rapport d'auto-évaluation du PAN 2*

BURKINA FASO

Engagements PAN 1 (2017-2019)	IRM + Autoévaluation	Engagements PAN 2 (2019-2021)	Autoévaluation	Activités PAGOF réalisées à déc. 2020
ENG. 1 : Signer les protocoles d'opérations dans les 21 domaines à compétences	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG. 1 : Mettre en œuvre le police communautaire	Exécution: Substantielle	
ENG. 2 : Respecter les délais de délivrance des actes de justice	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG °3 : Renforcer la transparence dans le secteur minier	Exécution: Limitée	
ENG. 3 : Améliorer l'accès des personnes vulnérables au fonds d'assistance judiciaire	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG 4 : Réforme de la déclaration d'actifs	Exécution: Substantielle	
ENG. 4 : Systématiser l'inscription en ligne de tous les concours de la fonction publique niveau supérieur au BAC	Impact : Aucun Exécution: Achevée	ENG 5 : Moderniser le système d'état civil	Exécution: Substantielle	
ENG. 5 : Dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein des départements ministériels	Impact : Mineur Exécution: Achevée	ENG 6 : Système de traitement des plaintes	Exécution: Limitée	<ul style="list-style-type: none"> 1 visite d'étude pour appréhender la gestion d'un dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes 1 mission d'expertise sur la typologie des actes délivrés par les services d'état civil
ENG. 6 : Opérationnaliser les pôles judiciaires spécialisés dans la répression des crimes économiques et financiers	Impact : Modéré Exécution: Substantielle	ENG 7: Accès à la justice pour les personnes vulnérables	Exécution: Substantielle	
ENG. 7 : comités citoyens de lutte contre le racket dans les services publics de la santé	Impact : Mineur Exécution: Substantielle			<ul style="list-style-type: none"> 1 mission d'expertise sur la typologie des services de santé et des procédures administratives disponibles 3 guides sur la typologie des services de santé publiés
ENG. 8 : Renforcer les capacités des conseils de discipline	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG 8: Autonomisation socio-économique des jeunes et des femmes	Exécution: Substantielle	
ENG. 9 : Rendre opérationnel le guichet virtuel de l'administration publique	Impact : Mineur Exécution: Achevée	ENG 10 : Vulgariser le Guichet virtuel de l'administration publique (GVAP)	Exécution: Substantielle	
ENG 10 : Rendre opérationnelle la loi portant droit d'accès à l'information publique	Impact : Modéré Exécution: Non commencée	ENG 9 : Accroître la représentativité des femmes dans les sphères de décision	Exécution: Limitée	
ENG 11 : Collecter et publier les données produites dans les ministères et les institutions publiques sous format ouvert et accessible	Impact : Mineur Exécution: Achevée	ENG 11 : Renforcer la communication sur le Gouvernement ouvert	Exécution: Limitée	<ul style="list-style-type: none"> Formation à l'ouverture des données et à leur publication Hackathon sur l'utilisation des données ouvertes dans le domaine du handicap et 1 application développée
ENG 12 : Améliorer l'accès du public et la participation citoyenne dans le budget de l'État	Impact : Mineur Exécution: Achevée			
ENG 13 : EDIC sur la gestion du budget communal	Impact : Mineur Exécution: Substantielle	ENG 2 : Sensibilisation à la conformité fiscale	Exécution: Non renseigné	<ul style="list-style-type: none"> 5 ateliers de sensibilisation Atelier sur l'harmonisation de la publication des documents budgétaires à destination de l'administration Guide d'aide à la publication et communication données budgétaires Formation des élus dans 12 communes Sensibilisation sur les données budgétaires et le civisme fiscal dans 12 communes

Sources : *IRM Rapport de conception 2017-2019 du Burkina Faso, Rapports d'auto-évaluation par l'administration des PAN 1 et 2*

Annexe 5 : Tableaux de réalisation des activités par pays

Activités	Indicateurs / Cibles	Réalisation
Tunisie (PAA 2018 – 2020)		
Résultat A.1. Appui au S&E de la transparence gouvernementale par les médias y compris locaux		
Appui à la réalisation de 6 enquêtes data journalisme	3 ateliers de formation datajournalisme	100%
Ateliers de valorisation de l'utilisation collaborative de la plateforme HiwarTounsi		0%
2 Hackathons Élections Municipales et Données Ouvertes		0%
Traduction voix off vidéo animée gouvernement ouvert	1 vidéo animée avec voix off en arabe réalisée	100%
Session de Formation au datajournalisme (session avec Etudiants IPSI)		0%
Formation au datajournalisme et au fact checking (session avec journalistes d'investigation)	1 formation réalisée	100%
Résultat A.2. appui à l'élaboration du PAN 3/ Renforcement de la méthodologie de suivi et d'évaluation		
Soutien à l'organisation de consultations publiques - renforcement de capacités de facilitateurs	10 consultations réalisées	100%
Communication et promotion du 3ème PAN	5 ateliers tenus	100%
Formation sur le suivi, l'évaluation, la coordination de projet et le leadership / mise en œuvre du PAN	2 sessions de formation	100%
Résultat B.1. Eng. 1 : Renforcer le droit d'accès à l'information		
Renforcement des capacités des chargées d'accès à l'information au niveau local	1 formation	100%
Formation de journalistes et OSC sur la loi d'accès à l'information	2 sessions (1 OSC et 1 pour journalistes)	100%
Atelier de consultation à destination de l'INAI (Instance national d'accès à l'information)	1 atelier	0%
Résultat B.2. Eng. 2 : instaurer le cadre juridique et organisationnel facilitant l'ouverture des données publiques		
Appui à la mise en place d'un réseau de responsable "Open Data" au niveau des ministères	1 atelier de mise en réseau	100%
Faciliter les demandes d'ouvertures des données par les citoyens	1 rapport d'inventaire des documents prioritaires	100%
Formations des PRADA sur les droits et devoirs en matière d'accès aux informations et documents administratifs		0%
Ateliers d'initiation à l'Open data dans les Ministères cibles (Finances, Éducations, Santé, intérieur)	2 sessions, 6 Ministères et INS représentés	100%
Ateliers d'initiation et de sensibilisation à l'Open data dans les dans les municipalités		0%
Résultat B3. Eng. 11 : instaurer le PGO au niveau local		
Missions d'expertise sur l'élaboration d'un Guide Pratique des Principes Open Gov en Local	2 missions AT et 1 guide	100%
Ateliers de sensibilisation des collectivités et des OSC aux principes du gouvernement ouvert	3 ateliers (1 par région)	100%
Résultat B4. Eng. 6 / Eng. 3 : Renforcer l'accès à l'information géographique		
Formation au SIG		0%
Appui technique à un sous projet en cours		0%
Retour d'expérience des initiatives "Open Data & Information Géographique" en France		0%
Cartographie citoyenne		0%
Ateliers de travail sur l'instauration d'une chaîne de publication de données		0%
Mise en place d'un réseau de responsable "Open Data" au niveau des ministères		0%
Formation à l'open data "données géo localisées et analyse géospatiale" pour le CNCT	3 sessions de formation	100%
Retour d'expérience des initiatives "Open Data & Information Géographique" en France		0%
Formations extraction des données / données géo localisées thématique prioritaire pour les OSC		0%
Résultat B5. Eng. 4 : Normaliser et ouvrir les données des stations du transport terrestre		
Formation sur l'ouverture des données publiques statiques et "real time" dans le secteur des transports	1 formation et 1 rapport avec recommandations	100%
Atelier sur les données ouvertes dans le transport	1 étude de benchmark des outils de plateforme	0%
Atelier de cartographie des données sur les solutions OSM	1 visite d'étude à Paris	100%
Formations de formateurs sur la cartographie et méthodologie (lien avec OSM) pour les OSC et les SRT	Nb d'ateliers	0%
Atelier de cartographie des données avec les municipalités sur les solutions OSM		0%
Taux de réalisation des activités Tunisie 50%, 763 participants (dont 34% de femmes)		

Côte d'Ivoire (PAA 2018 – 2020)		
Résultat A1- Renforcer les connaissances sur le gouvernement ouvert		
Formations de sensibilisation et d'information sur les grands principes du PGO	3 formations	29%
Création et 1ere alimentation page web PGO point focal administration		0%
Création et alimentation page web PSCI-PGO	1 page Web PGO/PSCI	100%
Atelier de formation aux méthodes et moyens de communiquer avec les médias pour l'administration	1 atelier de formation	100%
Atelier de formation aux méthodes et moyens de communiquer avec les médias pour les OSC	1 atelier de formation	100%
Atelier de renforcement de capacités pour répondre aux appels à projet Trust Fund Banque Mondiale		0%
Redynamisation de la plateforme PSCI -PGO	1 atelier	100%
Renforcement des capacités des GT thématiques	7 sessions	100%
Ateliers de renforcement de capacités des membres des GT sur la participation citoyenne		0%
Ateliers de renforcement des capacités des membres des GT sur les thématiques de plaidoyer	3 sessions organisées	100%
Appui réunions de réflexions plateforme PSCI : formation GT élaboration propositions d'engagement PAN	3 sessions de formation	100%
Vulgarisation gouvernement ouvert via des radios de proximités et /ou radio nationale (langues locales)	traduction de la voix off de la vidéo en 4 langues locales	100%
Formation d'un réseau de parlementaire au PGO		0%
Appui à la création cycle de formation sur le PGO et le gouvernement ouvert ciblant l'administration / ENA		0%
Résultat A2 - Renforcer la méthodologie d'élaboration		
Formation de formateurs sur les consultations publiques dans cadre co-création PAN2	1 session organisée	100%
Déploiement des formations en régions avec les formateurs formés	Consultations dans 3 régions, 12 facilitateurs déployés	100%
Mission d'AT pour l'aide à la création et l'utilisation d'une plateforme numérique de consultation	1 mission d'AT, 1 plateforme créé, 1 formation à l'outil	100%
Formation des OSC à l'utilisation de l'outil de consultation en ligne		0%
Atelier d'évaluation citoyenne des engagements proposés par le gouvernement	1 atelier d'évaluation citoyenne	100%
Communication sur le PAN 2: retour d'expérience vers les communes sollicitées	3 ateliers	100%
Communication sur le PAN 2: diffusion et sensibilisation	1 atelier de communication PAN 2, 1 flyer, 1000 copies	100%
Tenue de 10 consultations publiques animées par les facilitateurs		0%
Refonte site internet PGO CI administration	1 site fonctionnel	100%
Appui technique sur la mise à jour et l'utilisation de la plateforme de consultation / élaboration PAN 3	1 plateforme pour consultation publique, 1 formation à l'outil	100%
Résultat A3 - renforcer la méthodologie de suivi et d'évaluation du PAN		
Formation de l'administration à la conduite du suivi PAN2 et à l'auto-évaluation à mi-parcours du PAN2	1 formation de l'administration / 1 méthodologie de S-E	0%
Formation PSCI -PGO à la conduite du suivi-évaluation du PAN 2	1 formation	100%
Résultat A4 - Appuyer la création et l'animation d'espaces civiques avec les médias		
Création et animation d'un laboratoire PGO pour les médias/OSC		0%
Formation d'initiation à la culture PGO et aux nouvelles formes de journalisme (OD)		0%
Formation à la méthodologie et organisation d'émissions de concertation citoyennes		0%
Formation au journalisme d'investigation	2 sessions de formation	100%
Résultat B1 - Eng. 1 : élaborer et publier un budget citoyen à partir de 2019		
Atelier de soutien à l'extraction des données budgétaires des documents publiés (en données ouvertes)		0%
Atelier de renforcement des capacités de vulgarisation des données budgétaires et communication	1 formation open data dans les finances publiques	100%
Atelier/mission de production d'une version simplifiée et ludique du budget		0%
Résultat B2 - Eng. 9 Accroître l'impact de l'ouverture des données gouvernementales		
Ateliers d'initiation à l'open data	3 ateliers	100%
Formation à l'Open data à destination du CICG et de Ministères pilotes		0%
Atelier de production de jeux de données pour techniciens issus de 6 ministères cibles		0%
Atelier de réalisation d'un inventaire de données pour un Ministère cible		0%
Migration du portail open data CICG vers plateforme Koumoul		0%
Résultat B3 - Eng. 14 : Promouvoir la démocratie participative dans les collectivités ivoiriennes		
Formation de formateurs méthodes du budget participatif pour animer ateliers dans les communes	1 formation de facilitateurs sur le budget participatif	100%
Formation des élus et agents administratifs sur les principes et méthodes participatives du budget	7 formations	43%
Ateliers d'éducation populaire au budget participatif dans 6 communes pilotes	7 ateliers d'éducation populaire au BP	43%
Résultat B4- Eng. 13 : lutter contre la corruption et le racket dans les collectivités ivoiriennes		
Mission d'expertise sur la typologie des services communaux et procédures administratives disponibles	1 mission d'AT sur la typologie des SP	100%

Guide des procédures administratives des services communaux aux citoyens	1 guide pratique (vulgarisé et illustré)	100%
Plaidoyer avec StopCorruption par collecte d'histoires de corruption		0%
Atelier de restitution et de présentation du guide	1 atelier	100%
Impression Guide + affiches		100%
Sensibilisation des agents publics locaux, élus et société civile sur la lutte contre le racket	10 communes sensibilisées	100%
Taux de réalisation des activités Côte d'Ivoire 60%, 1995 participants (dont 38% de femmes)		

Burkina Faso (PAA 2018 – 2020)		
Résultat A1- Renforcer les connaissances sur le gouvernement ouvert		
Formation de sensibilisation et d'information sur les grands principes du PGO	Nbr d'atelier	0%
Vidéos animées de sensibilisation et information sur les principes du PGO	3 vidéos animées	100%
Atelier de renforcement de capacités pour répondre à l'AP trust Fund de la BM	1 atelier de formation	100%
Formations de formateurs sur les grands principes du PGO et la mise en oeuvre du PAN 2		0%
Communication sur le PAN 2 dans les régions sollicités (retours suite consultations publiques)	Nombre de consultations menées	0%
Communication sur le PAN 2: production d'un flyer de présentation + conférence de presse	production de flyer/chemises, 1 atelier de lancement	100%
Vulgarisation gouvernement ouvert via des radios de proximités (langues locales)	3 spots radio / traduction en voix off	100%
Résultat A2- Renforcer les capacités d'élaboration Pan, de suivi et d'évaluation		
Formation des membres du comité technique au suivi - évaluation du PAN	Nombre d'ateliers	0%
Formation de l'administration à l'auto-évaluation du PAN	1 session de formation à l'auto-évaluation PAN	100%
Appui au suivi citoyen des engagements sur une plateforme numérique		0%
Formation de facilitateurs sur les consultations publiques (PAN 2)	1 formation	100%
Déploiement consultations publiques	13 consultations publiques	100%
Mission d'expertise technique pour la création et l'utilisation d'une plateforme numérique de consultation		0%
Atelier pour le CT de mise en place d'un système de suivi-évaluation des engagements du PAN 2	1 atelier, 1 outil de suivi-évaluation, 1 dispositif numérique	100%
Résultat A3 - Communication, information et sensibilisation du public		
Atelier de formation aux méthodes de communication avec les médias pour l'administration et les OSC	1 atelier de formation	100%
Appui à l'élaboration d'un Plan d'Action des OSC sur le Gouvernement ouvert		0%
Appui à la tenue de conférences publiques à l'initiative de la plateforme OSC		0%
Mission rebond sur la conduite du plan de communication PAN PGO		0%
Formation d'un réseau de parlementaires au PGO		0%
Appui au renforcement d'un réseau de journalistes d'investigation	3 formations au datajournalisme, 4 enquêtes réalisées	100%
Formation de journalistes d'investigation aux fondamentaux du datajournalisme / fact checking	1 formation	0%
Résultat B1 - Eng. 13 : organiser des espaces de dialogue et d'interpellation communautaire (EDIC) sur la gestion du budget communal		
Atelier de sensibilisation sur la participation citoyenne dans la gestion budgétaire (OSC + administration)	1 atelier dans 3 communes pilotes	100%
Atelier sur l'harmonisation de la publication des documents budgétaires à destination de l'administration	1 atelier	100%
Guide d'aide à la publication et communication données budgétaires collectivités vers le citoyen	1 guide élaboré	100%
Atelier de validation du guide d'aide à la publication et la communication des données budgétaires	1 atelier	100%
Formation des élus communication des données budgétaires et civisme fiscal.	12 communes ciblées	100%
Sensibilisation des OSC et population sur les données budgétaires et le civisme fiscal.	12 communes ciblées	100%
Résultat B2 - Eng. 7 : Mettre en place des comités citoyens de lutte contre le racket dans les services publics de la santé		
Mission d'expertise sur la typologie des services de santé et des procédures administratives disponibles	1 mission d'expertise	100%
Guide de sensibilisation aux bonnes pratiques administratives / accès aux services de santé des citoyens	1 guide élaboré sur typologie services de santé	100%
Formation de formateurs des OSC spécialistes de la santé et des agents du Ministère de la santé		0%
Finalisation, Diffusion et sensibilisation sur le guide		0%
Résultat B3 - Eng. 5 : Mettre en place un dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein des départements ministériels		
Visite d'étude pour appréhender la gestion d'un dispositif d'enregistrement et de traitement des plaintes	1 visite d'étude	100%
Formation des agents des départements ministériels au traitement des plaintes		0%
Sensibilisation et formation d'OSC sur la soumission des plaintes, et alimentation de la plateforme		0%
Promotion de la plateforme auprès de la société civile		0%
Mission d'expertise sur la typologie des actes délivrés par les services d'état civil	1 mission	100%

Élaboration d'un guide pratique illustré sur la base de la typologie	1 guide élaboré	0%
Communication et sensibilisation des acteurs locaux (élus, agents et OSC) sur l'état civil et le guide		0%
Résultat B4 - Eng 11 : Collecter et publier les données produites dans les ministères et les institutions publiques sous format ouvert et accessible pour tous		
Création de data squad	création de data squad	100%
Formation de formateurs: formation des data squad à l'ouverture des données et à leur publication	2 formations de formateurs + 2 formations de 3 jours	100%
Ateliers d'extraction, de traitement et de publication des données		0%
Hackathon sur l'utilisation des données ouvertes dans un domaine spécifique	1 Hackathon, 1 application développée	100%
Taux de réalisation des activités Burkina Faso 60%, 922 participants (dont 27% de femmes)		

Dimension régionale		
Résultat C - Composante régionale : Appui à une dynamique régionale francophone sur le gouvernement ouvert (partage d'expériences, mise en réseau, soutien au processus d'adhésion, ...)		
Séminaires régionaux PAGOF	3 séminaires régionaux 20 pays représentés	67%
Appels à projet	2 appels publiés	100%
Participation aux séminaires PGO	Participation au minimum de délégation des trois pays bénéficiaires du PAGOF 1 guide sur les bonnes pratiques et expériences réussies disponible	100%
Site Internet PAGOF	1 site disponible	100%
	Taux de réalisation des activités régionales	
		81%

Annexe 6 : Cadre logique

objectif global :	Améliorer la gouvernance de plusieurs pays d'Afrique francophone en les accompagnant dans la mise en œuvre de réformes de gouvernement ouvert	* Mise en œuvre satisfaisante des PAN des 3 pays accompagnés par le PAGOF		
objectifs spécifiques :	Favoriser/soutenir la réalisation des engagements inhérents à l'adhésion au PGO par un plaidoyer ciblé sur les OSC et sur les administrations et l'accompagnement d'activités prioritaires en matière de gouvernement ouvert.	* Réalisation satisfaisante des activités appuyées par le PAGOF dans les 3 pays cibles		
résultat A	Informer et sensibiliser sur le PGO	<ul style="list-style-type: none"> * Taux de réalisation des activités prévues * Amélioration de la connaissance du PGO, ses principes et ses outils par les parties prenantes * Amélioration des pratiques en matière de PGO (élaboration des PAN, auto-évaluation, ...) des acteurs nationaux * Augmentation du nombre de projets Trust Fund PGO soumis 	<ul style="list-style-type: none"> au moins 75% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle 70% des parties prenantes au moins ont amélioré leur connaissance du PGO indicateur qualitatif à l'issue du #PAGOF, au moins 3 projets trust fund ont été soumis par des pays d'Afrique francophone 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de S-E du PAGOF Dispositif de S-E du PAGOF R.I.M. Veille site PGO <p>* Les contextes politiques restent stables * les parties prenantes ne font pas montre de résistance au changement et adhèrent activement au PAGOF * Période électorale calme + que nouveau gouvernement soit favorable au GO</p>
résultat B	Renforcer les capacités techniques sur des engagements spécifiques des Plans d'Actions Nationaux	<ul style="list-style-type: none"> * Taux de réalisation des activités prévues * Taux de réalisation des engagements des 3 pays "gouvernement ouvert" appuyés par le #PAGOF * Comparaison de l'avancement : entre les engagements appuyés par le PAGOF et les autres engagements (appuyés par d'autres PTIF ou non appuyés) 	<ul style="list-style-type: none"> au moins 75% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle au moins 70% des engagements « Gouvernement Ouvert » des PAN Pays soutenus par le #PAGOF sont réalisés indicateur qualitatif 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de S-E du PAGOF Dispositif de S-E du PAGOF R.I.M. <p>* Il n'y a pas de retards significatifs de la part des Autorités politiques et OSC quant à l'adoption ou la mise en œuvre des recommandations et outils proposés</p>
résultat C : composante régionale	Appui à une dynamique régionale francophone sur le gouvernement ouvert (partage d'expériences, mise en réseau, soutien au processus d'adhésion, ...)	<ul style="list-style-type: none"> * Taux de réalisation des activités prévues * Augmentation du nombre de pays représentés lors des séminaires régionaux * Nouvelles adhésions au PGO de Pays d'Afrique Francophone * Degré de diffusion des expériences PAGOF dans la sphère PGO * Capacité à dégager des enseignements transversaux 	<ul style="list-style-type: none"> au moins 80% des activités prévues sont réalisées à échéance annuelle Lors du dernier séminaire annuel 20 pays issus du monde francophone sont représentés A l'issue du #PAGOF 3 nouvelles demandes d'adhésion de pays d'Afrique francophone ont été émises Au moins 2 expériences #PAGOF mises en avant lors des sommets PGO A l'issue du #PAGOF, au moins 3 documents à vocation transversale (incluant au moins 2 pays cibles du PAGOF) sont produits et/ou répliqués 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de S-E du PAGOF Dispositif de S-E du PAGOF veille PGO veille PGO Dispositif de S-E du PAGOF <p>* Les opérateurs du projet travaillent en totale complémentarité et synergie (bonne coordination en termes de pilotage) afin d'assurer la transversalité du projet</p>

Annexe 7 : les interventions des PTF sur le PGO dans les trois pays concernés